

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ANJOU ET DU MAINE

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du
Code monétaire et financier au capital de 211 210 929,25 Euros
Siège social : 77 avenue Olivier Messiaen 72083 LE MANS Cedex 9
414 993 998 R.C.S LE MANS

A. — Comptes individuels au 31/12/2024.

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine
En date du 31/01/2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 25/03/2025.

Le 12/03/2025
Hugues BRASSEUR,
Directeur Général.

I. — Bilan au 31 décembre 2024.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Operations interbancaires et assimilées		1 277 980	1 242 334
Caisse, banques centrales		56 074	50 832
Effets publics et valeurs assimilées	5	669 759	660 998
Créances sur les établissements de crédit	3	552 147	530 504
Operations internes au crédit agricole	3	1 911 035	2 478 968
Operations avec la clientèle	4	19 409 446	19 490 446
Operations sur titres		438 899	290 960
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	88 833	84 310
Actions et autres titres à revenu variable	5	350 066	206 650
Valeurs immobilisées		1 832 657	1 817 637
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 614 209	1 591 992
Parts dans les entreprises liées	6-7	128 376	127 769
Immobilisations incorporelles	7	2 133	2 137
Immobilisations corporelles	7	87 939	95 739
Capital souscrit non verse			
Actions propres	8		
Comptes de régularisation et actifs divers		292 680	360 812
Autres actifs	9	176 748	157 915
Comptes de régularisation	9	115 932	202 897
Total actif		25 162 697	25 681 157

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Operations interbancaires et assimilées		244 457	215 541
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	244 457	215 541
Operations internes au credit agricole	11	13 005 528	13 756 948
Comptes créditeurs de la clientèle	12	7 420 213	7 100 760
Dettes représentées par un titre	13	200 345	166 930
Comptes de régularisation et passifs divers		601 658	842 999
Autres passifs	14	366 219	544 126
Comptes de régularisation	14	235 439	298 873
Provisions et dettes subordonnées		541 641	535 321
Provisions	15-16-17	228 494	221 247
Dettes subordonnées	18	313 147	314 074
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		183 775	178 175
Capitaux propres hors FRBG	19	2 965 080	2 884 483
Capital souscrit		211 211	211 211
Primes d'émission		390 573	390 573
Réserves		2 268 330	2 187 820
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		94 966	94 879
Total passif		25 162 697	25 681 157

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		1 893 652	2 138 837
Engagements de financement	27	1 440 429	1 677 067
Engagements de garantie	27	451 054	460 784
Engagements sur titres	27	2 169	986
Engagements reçus		6 503 608	6 452 783
Engagements de financement	27	18 389	18 728
Engagements de garantie	27	6 483 050	6 433 069
Engagements sur titres	27	2 169	986

Les opérations de change Hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 24 et 25.

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2024.

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	33	736 442	677 804
Intérêts et charges assimilées	33	-579 785	-520 900
Revenus des titres à revenu variable	34	86 334	73 963
Commissions (produits)	35	261 640	256 882
Commissions (charges)	35	-87 188	-83 906
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	36	580	693
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	37	3 377	507
Autres produits d'exploitation bancaire	38	3 089	9 643
Autres charges d'exploitation bancaire	38	-1 518	-1 658
Produit net bancaire		422 971	413 028
Charges générales d'exploitation	39	-268 914	-259 761
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-11 841	-13 790
Résultat brut d'exploitation		142 216	139 477
Coût du risque	40	-28 054	-23 357
Résultat d'exploitation		114 162	116 120
Résultat net sur actifs immobilisés	41	-3 699	4 795
Résultat courant avant impôt		110 463	120 915
Résultat exceptionnel	42		
Impôts sur les bénéfices	43	-9 897	-17 326
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-5 600	-8 710
Résultat net de l'exercice		94 966	94 879

III. — Annexes**Note 1. – Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.**

1.1. Cadre juridique et financier. — La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine, 88 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 62,45 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 37,55 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.2. Relations internes au Crédit Agricole.

Mécanismes financiers internes. — L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, livret épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

— Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Opérations en devises : Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire. — Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 ^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette ^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel qu'il est défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2024.

FCT Crédit Agricole Habitat 2024.

Au 31/12/2024, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

^[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

^[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2024. — Néant.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Il n'y a pas eu de changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent.

2.1. Créances et engagements par signature. — Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'en cours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

Créances saines. — Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

— Provisions au titre du risque de crédits sur les encours sains et dégradés : La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'en cours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

— La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL » : L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— Gouvernance et mesure des ECL : La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation

des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (" *Forward Looking* ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

— Dégradation significative du risque de crédit : La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2 (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

2. Critère absolu :

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.
- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2.
- L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en cours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses. — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

— *Créances douteuses non compromises* : Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

— *Créances douteuses compromises* : Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

— *Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux* : Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— *Traitement comptable des dépréciations* : Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

Passage en perte. — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées. — Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

2.2. Portefeuille Titres. — Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de transaction.

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- Soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;
- Soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- Les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- Les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé.
- Les titres empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt, reclassés en « titres de transaction prêtés ») dans le cadre des opérations de prêts / emprunts classés en titres de transaction et compensés avec les dettes représentatives de titres empruntés inscrites au passif du bilan.

Hormis dans les cas prévus par le règlement ANC 2014-07, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des gains et pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation ».

Titres de placement. — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe : Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— Actions et autres titres à revenu variable : Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement. — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

Titres de l'activité de portefeuille. — Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme.

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché. — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine détermine la valeur probable de négociation du titre concerné

en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement. — La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées. — Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres. — Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

2.3. Immobilisations. — La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Logiciels	linéaire 12 mois
Sauf :	
Système d'informations	linéaire 3 ans
Logiciels de base	linéaire 5 ans
Construction d'exploitation	linéaire 25 ans
Sauf	
Construction neuve	linéaire 33 ans 1/3
Apport-fusion	linéaire 20 ans
Installations techniques	linéaire 25 ans
Second œuvre	linéaire 10 ans
Agencements	linéaire 10 ans
Matériel ordinaire	linéaire 5 ans
Matériel informatique	dégressif 5 ans
Sauf :	
micro-ordinateurs	dégressif 3 ans
Occasion	durée économique
Matériel spécialisé :	linéaire 5 ans
Sauf	
Sécurité	dégressif 5 ans
Matériel de transport	linéaire 4 ans
Sauf :	
Occasion	linéaire 2 ans
Matériel de bureau	linéaire 5 ans
Mobilier	linéaire 10 ans

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6. Provisions. — La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.). — Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

— Opérations de couverture : Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

— Opérations de marché :

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

— Risque de contrepartie sur les dérivés : Conformément au règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9. Opérations en devises. — A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.10. Intégration des succursales à l'étranger. — Néant.

2.11. Engagements hors-bilan. — Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

2.12. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement. — La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. L'intéressement est couvert par l'accord du 14 juin 2019.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

2.13. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi :

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies. — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.14. Stock-options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise.

Plans de stock-options. — Néant.

Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise. — Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

2.15. Charges et produits exceptionnels. — Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine.

2.16. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale). — D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

2.17. Provision pour risques sur GIE d'investissement. — Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

— Créances sur les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit :								
Comptes et prêts :								
A vue	307 550				307 550	1 245	308 795	317 067
A terme				53 735	53 735	48	53 783	44 359
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée		188 642			188 642	927	189 569	169 078
Prêts subordonnés								
Total	307 550	188 642		53 735	549 927	2 220	552 147	530 504
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							552 147	530 504
Opérations internes au Crédit Agricole :								
Comptes ordinaires	386 734				386 734	1 066	387 800	840 662
Comptes et avances à terme	46 315	50 962	1 361 642	55 387	1 514 306	8 929	1 523 235	1 638 306
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	433 049	50 962	1 361 642	55 387	1 901 040	9 995	1 911 035	2 478 968
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							1 911 035	2 478 968
Total							2 463 182	3 009 472

Commentaires :

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4. – Opérations avec la clientèle.

4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	2 573	20		5 995	8 588		8 588	11 262
Autres concours à la clientèle	808 233	1 922 317	6 690 420	10 067 190	19 488 160	49 143	19 537 303	19 612 395
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	55 062				55 062	978	56 040	51 458
Dépréciations							-192 485	-184 669
Valeur nette au bilan							19 409 446	19 490 446

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 907 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 2 187 142 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2024 contre 3 366 979 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 34 547 milliers au 31 décembre 2024 d'euros contre 38 921 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	19 494 268	19 566 023
Autres pays de l'U.E.	16 781	24 707
Autres pays d'Europe	11 875	11 414
Amérique du Nord	12 426	10 391
Amérique Centrale et du Sud	962	826
Afrique et Moyen-Orient	8 253	8 746
Asie et Océanie (hors Japon)	6 905	6 838
Japon	340	400
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	19 551 810	19 629 345
Créances rattachées	50 121	45 770
Dépréciations	-192 485	-184 669
Valeur nette au bilan	19 409 446	19 490 446

4.3. Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DROM-COM)	19 544 288	359 696	165 416	-192 253	-109 042	19 611 664	342 301	149 421	-184 451	-98 132
Autres pays de l'U.E.	16 834	2	2			24 799	155	155	-51	-39
Autres pays d'Europe	11 889	532	160	-59	-42	11 424	170	107		
Amérique du Nord	12 444	72	72	-72	-72	10 402	71	71	-70	-70
Amérique Centrale et du Sud	963					827				
Afrique et Moyen-Orient	8 262	165	90	-101	-90	8 754	173	90	-94	-90
Asie et Océanie (hors Japon)	6 911					6 845	3	3	-3	-3
Japon	340					400				
Non ventilés et organismes internationaux										
Total	19 601 931	360 467	165 740	-192 485	-109 246	19 675 115	342 873	149 847	-184 669	-98 334

4.4. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	9 745 690	62 360	16 646	-21 804	-8 458	9 771 301	55 943	17 552	-21 799	-8 084
Agriculteurs	2 852 218	85 626	42 196	-44 948	-27 468	2 806 219	90 371	43 019	-51 375	-27 948
Autres professionnels	2 184 106	61 404	34 431	-32 823	-20 900	2 235 047	60 826	31 894	-33 402	-20 101
Clientèle financière	600 187	42 451	12 784	-28 177	-9 869	528 358	14 821	9 807	-10 572	-8 118
Entreprises	3 242 965	101 657	57 821	-60 043	-40 978	3 237 868	116 516	46 913	-64 197	-33 774
Collectivités publiques	743 850					858 016				
Autres agents économiques	232 915	6 969	1 862	-4 690	-1 573	238 306	4 396	662	-3 324	-309
Total	19 601 931	360 467	165 740	-192 485	-109 246	19 675 115	342 873	149 847	-184 669	-98 334

Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				667 664	667 664	658 505
Dont surcote restant à amortir				64 429	64 429	19 637
Dont décote restant à amortir				-4 165	-4 165	-6 532
Créances rattachées				2 095	2 095	2 493
Dépréciations						
Valeur nette au bilan				669 759	669 759	660 998
Obligations et autres titres à revenu fixe (1):						
Emis par organismes publics				63 279	63 279	64 376
Autres émetteurs		5 002		20 614	25 616	19 601
Dont surcote restant à amortir		1		76	77	123
Dont décote restant à amortir				-3 610	-3 610	-4 116
Créances rattachées		59		278	337	804
Dépréciations		-399			-399	-471
Valeur nette au bilan		4 662		84 171	88 833	84 310
Actions et autres titres à revenu variable		303 281	47 314		350 595	209 395
Créances rattachées						
Dépréciations			-529		-529	-2 745
Valeur nette au bilan		303 281	46 785		350 066	206 650
Total		307 943	46 785	753 930	1 108 658	951 958
Valeurs estimatives		322 472	48 742	734 666	1 105 880	925 378

(1) Dont 8 100 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2024 et 7 100 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

— Transferts de titres en cours d'exercice : Néant.

— Montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-07, s'est élevé à 30 286 milliers d'euros. Les plus ou moins-values dégagées à cette occasion s'élèvent à 6 267 milliers d'euros.

— Valeurs estimatives : La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 14 589 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 4 559 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élève à 1 956 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 1 425 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 333 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 674 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -17 224 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre -29 940 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Administration et banques centrales (y compris Etats)	63 279	64 376
Etablissements de crédit	5 002	5 001
Clientèle financière	368 709	221 495
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles	2 500	2 500
Divers et non ventilés		
Total en principal	439 490	293 372
Créances rattachées	337	804
Dépréciations	-928	-3 216
Valeur nette au bilan	438 899	290 960

5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	88 895	667 664	350 595	1 107 154	83 977	658 505	209 395	951 877
<i>Dont titres cotés</i>	67 866	667 664		735 530	62 806	658 505		721 311
<i>Dont titres non cotés (1)</i>	21 029		350 595	371 624	21 171		209 395	230 566
Créances rattachées	337	2 095		2 432	804	2 493		3 297
Dépréciations	-399		-529	-928	-471		-2 745	-3 216
Valeur nette au bilan	88 833	669 759	350 066	1 108 658	84 310	660 998	206 650	951 958

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

- OPC français 350 066 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 303 280 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 350 066 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2024 s'élève à 366 607 d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'Euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC Monétaires	43 555	55 112
OPC Obligataires	259 725	262 753
OPC Actions		
OPC Autres	46 786	48 742
Total	350 066	366 607

5.3. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur brute	16 802		24 547	47 546	88 895	337	89 232	84 781
Dépréciations							-399	-471
Valeur nette au bilan	16 802		24 547	47 546	88 895	337	88 833	84 310
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur brute		190 048	314 637	162 979	667 664	2 095	669 759	660 998
Dépréciations								
Valeur nette au bilan		190 048	314 637	162 979	667 664	2 095	669 759	660 998

5.4. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
France (y compris DROM-COM)	529 151		595 598	
Autres pays de l'U.E.	227 408		146 884	
Autres pays d'Europe				
Amérique du Nord				
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Total en principal	756 559		742 482	
Créances rattachées	2 432		3 297	
Dépréciations	-399		-471	
Valeur nette au bilan	758 592		745 308	

Note 6. – Titres de participation et de filiales.

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2024.

Informations financières	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentage) au 31/12/2023	Valeurs comptables au 31/12/2023 des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice 2021
					Brutes	Nettes					
Filiales et participations											
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine											
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit											
Participations dans des établissements de crédit											
Autres parts dans les entreprises liées :					128 179	128 179				1 612	500
H2o investisseurs	EUR	5 924	49 389	60	35 522	35 522			3 169	756	
SAS Uni Invest Anjou Maine	EUR	2 101	6 623	100	2 657	2 657			461	99	500
SASU Foncière du Maine	EUR	90 000	147	100	90 000	90 000			2 456	757	
Autres titres de participations :					1 580 757	1 569 114	11 717			2 351 896	82 771
SAS SACAM Avenir	EUR	277 623	-199	3,25	12 322	9 005			0	-49	0
SAS SACAM Développement	EUR	725 471	111 282	3,44	25 109	25 109	11 717		56 054	72 131	1 337
SAS SACAM Fireca	EUR	69 334	-16 385	3,09	3 185	1 637			0	-4 586	0
SAS SACAM Immobilier	EUR	173 273	13 780	3,09	5 615	5 615			4 597	4 447	75
SAS SACAM International	EUR	469 221	106 620	3,43	30 905	24 127			25 852	90 492	927
SNC SACAM Mutualisation	EUR	18 556 677	11 702	3,36	623 802	623 802			264 603	262 902	8 633
SAS SACAM Participation	EUR	62 558	24 938	3,06	2 220	2 220			3 477	2 749	0
SACAM Transition Energie		0	0	3,00	12 010	12 010					
SAS Unexo	EUR	333 839	32 405	13,90	50 111	50 111			38 072	28 333	4 171
SAS rue de la Boétie	EUR	3 073 326	18 515 724	3,43	812 915	812 915			1 917 191	1 895 511	67 628
SAS Delta	EUR	79 550	-1 823	3,22	2 563	2 563			0	-34	0
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine											
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit											
Participations dans des établissements de crédit											
Autres parts dans les entreprises liées											
Autres titres de participations					14 189	14 018					
Total parts dans les entreprises liées et participations					1 723 125	1 711 311	11 717	0			

— Valeur estimative des titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	128 179	144 864	128 179	136 848
Titres cotés				
Avances consolidables	197	197	200	200
Créances rattachées				
Dépréciations			-610	
Valeur nette au bilan	128 376	145 061	127 769	137 048
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	1 594 945	2 460 408	1 542 100	2 276 518
Titres cotés				
Avances consolidables	11 810	11 810	45 919	45 919
Créances rattachées	169	169	500	500
Dépréciations	-11 820		-14 983	
Sous-total titres de participation	1 595 104	2 472 387	1 573 536	2 322 937
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	19 534	20 969	18 781	20 728
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-429		-325	
Sous-total autres titres détenus à long terme	19 105	20 969	18 456	20 728
Valeur nette au bilan	1 614 209	2 493 356	1 591 992	2 343 665
Total des titres de participation	1 742 585	2 638 417	1 719 761	2 480 713

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	1 742 658		1 689 060	
Titres cotés				
Total	1 742 658		1 689 060	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.

— Immobilisations financières :

(En milliers d'euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2024
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	128 179				128 179
Avances consolidables	200		-3		197
Créances rattachées					
Dépréciations	-610		610		
Valeur nette au bilan	127 769		607		128 376
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	1 542 100	52 963	-118		1 594 945
Avances consolidables	45 919	4 171	-38 280		11 810
Créances rattachées	500	1 210	-1 541		169
Dépréciations	-14 983	-160	3 323		-11 820
Sous-total titres de participation	1 573 536	58 184	-36 616		1 595 104
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	18 781	761	-8		19 534
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-325	-197	93		-429
Sous-total autres titres détenus à long terme	18 456	564	85		19 105
Valeur nette au bilan	1 591 992	58 748	-36 531		1 614 209
Total	1 719 761	58 748	-35 924		1 742 585
(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.					

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2024
Immobilisations corporelles :					
Valeurs brutes	285 923	5 351	-344		290 930
Amortissements et dépréciations	-190 308	-13 069	262		-203 115
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	2 287				2 287
Amortissements et dépréciations	-2 163				-2 163
Valeur nette au bilan	95 739	-7 718	-82		87 939
Immobilisations incorporelles :					
Valeurs brutes	9 672		-1 228		8 444
Amortissements et dépréciations	-7 535	-4	1 228		-6 311
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	2 137	-4			2 133
Total	97 876	-7 722	-82		90 072

Note 8. – Actions propres.

Néant.

Note 9. – Comptes de régularisation et actifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs (1) :		
Instruments conditionnels achetés	409	206
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	176 297	157 704
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	42	5
Valeur nette au bilan	176 748	157 915
Comptes de régularisation :		
Comptes d'encaissement et de transfert	8 058	63 246
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	157	75
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	2 079	2 234
Charges constatées d'avance	3 031	3 069
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	18 307	27 468
Autres produits à recevoir	75 616	91 060
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	8 684	15 745
Valeur nette au bilan	115 932	202 897
Total	292 680	360 812
(1) Les montants incluent les créances rattachées.		
(2) dont 5 088 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 5.088 milliers d'euros au 31 décembre 2023.		

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 0 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 0 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 39 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 314 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 139 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(3) Les produits à recevoir sur créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) sont présentés en déduction des dettes rattachées sur comptes d'épargne à régime spécial au passif du bilan (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

Note 10. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	184 669	74 919	-65 795	-1 308		192 485
Sur opérations sur titres	3 216	137	-2 425			928
Sur valeurs immobilisées	17 230	356	-5 257			12 329
Sur autres actifs	121	6	-82			45
Total	205 236	75 418	-73 559	-1 308		205 787

Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit :								
Comptes et emprunts :								
A vue	624				624	1	625	1 307
A terme				53 980	53 980	313	54 293	45 165
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée		188 642			188 642	897	189 539	169 069
Valeur au bilan	624	188 642		53 980	243 246	1 211	244 457	215 541
Opérations internes au Crédit Agricole :								
Comptes ordinaires	13 602				13 602	184	13 786	18 270
Comptes et avances à terme	961 944	2 264 406	5 695 013	4 029 232	12 950 595	41 147	12 991 742	13 738 678
Titres donnés en pension livrée								
Valeur au bilan	975 546	2 264 406	5 695 013	4 029 232	12 964 197	41 331	13 005 528	13 756 948
Total	976 170	2 453 048	5 695 013	4 083 212	13 207 443	42 542	13 249 985	13 972 489

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale

Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle.**12.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	4 826 560				4 826 560	750	4 827 310	5 121 815
Comptes d'épargne à régime spécial (1) :	83 696				83 696		83 696	89 067
A vue	83 696				83 696		83 696	89 067
A terme								
Autres dettes envers la clientèle :	403 239	455 190	1 520 111	83 867	2 462 407	46 800	2 509 207	1 889 878
A vue	2 305				2 305	39	2 344	2 736
A terme	400 934	455 190	1 520 111	83 867	2 460 102	46 761	2 506 863	1 887 142
Valeurs données en pension livrée								
Valeur au bilan	5 313 495	455 190	1 520 111	83 867	7 372 663	47 550	7 420 213	7 100 760

12.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	7 322 107	7 028 657
Autres pays de l'U.E.	14 790	14 809
Autres pays d'Europe	10 936	10 275
Amérique du Nord	8 595	8 885
Amérique Centrale et du Sud	603	950
Afrique et Moyen-Orient	10 621	10 162
Asie et Océanie (hors Japon)	4 766	4 728
Japon	245	530
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	7 372 663	7 078 996
Dettes rattachées	47 550	21 764
Valeur au bilan	7 420 213	7 100 760

12.3. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Particuliers	3 289 959	2 952 561
Agriculteurs	533 267	554 883
Autres professionnels	483 160	456 160
Clientèle financière	497 031	472 410
Entreprises	2 307 297	2 387 809
Collectivités publiques	23 116	19 916
Autres agents économiques	238 833	235 257
Total en principal	7 372 663	7 078 996
Dettes rattachées	47 550	21 764
Valeur au bilan	7 420 213	7 100 760

Note 13. – Dettes représentées par un titre.**13.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables (1)	131 110	51 951	16 050		199 111	1 234	200 345	166 930
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
Valeur nette au bilan	131 110	51 951	16 050		199 111	1 234	200 345	166 930
(1) Dont aucune émission à l'étranger au 31 décembre 2024.								

13.2. Emprunts obligataires (par monnaie d'émission). — Néant.

Note 14. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs (1) :		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés (2)		
Instruments conditionnels vendus	408	206
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	328 032	507 136
Versements restant à effectuer sur titres	37 779	36 784
Valeur au bilan	366 219	544 126
Comptes de régularisation :		
Comptes d'encaissement et de transfert	12 633	45 253
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	129	32
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	142 481	84 611
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	11 379	9 344
Autres charges à payer	65 911	134 583
Autres comptes de régularisation	2 906	25 050
Valeur au bilan	235 439	298 873
Total	601 658	842 999

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 15. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite et assimilés		153				153
Provisions pour autres engagements sociaux	1 433	106	-112	-10		1 417
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	38 395	75 055		-77 374		36 076
Provisions pour litiges fiscaux (1)	22	2 487				2 509
Provisions pour autres litiges	900	38		-51		887
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (2)	159 511	496 429		-486 071		169 869
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts						
Provisions sur participations	1 421					1 421
Provisions pour risques opérationnels (3)	4 410	421	-324	-881		3 626
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4)	9 169	13		-2 529		6 653
Autres provisions	5 986	2 297	-419	-1 981		5 883
Valeur au bilan	221 247	576 999	-855	-568 897		228 494

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(4) Cf note 16 ci-après

Note 16. – Epargne logement.

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	299 963	259 366
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 376 529	1 762 672
Ancienneté de plus de 10 ans	1 478 499	1 643 703
Total plans d'épargne-logement	3 154 991	3 665 741
Total comptes épargne-logement	417 509	432 070
Total encours collectes au titre des contrats épargne-logement	3 572 500	4 097 811

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	15 452	2 504
Comptes épargne-logement	66 933	3 917
Total encours de crédit octroyés au titre des contrats épargne-logement	22 385	6 421

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	597	1 323
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 847	3 173
Ancienneté de plus de 10 ans	4 026	4 504
Total plans d'épargne-logement	6 471	9 000
Total comptes épargne-logement	184	171
Total provision au titre des contrats épargne-logement	6 655	9 171

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 6 655 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Note 17. – Engagements sociaux : Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.**Définitions :**

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des

cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

— Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle à l'ouverture	37 945	35 506
Coût des services rendus sur l'exercice	2 726	2 448
Coût financier	1 216	1 271
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)	0	-1 220
Variation de périmètre	48	-32
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-2 902	-2 120
(Gains) / pertes actuariels	-676	2 093
Autres mouvements		
Dette actuarielle à la clôture	38 358	37 946

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus	2 726	2 447
Coût financier	1 216	1 271
Rendement attendu des actifs	-1 229	-1 390
Coût des services passés	0	-1 220
(Gains) / pertes actuariels net	198	-8
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e) au changement de limitation d'actif	-316	-660
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	2 594	440

— Variations de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture	37 755	38 092
Rendement attendu des actifs	1 229	1 390
Gains / (pertes) actuariels	26	-432
Cotisations payées par l'employeur	1 938	857
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	48	-32
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-2 902	-2 120
Autres mouvements		
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à la clôture	38 094	37 755

Composition des actifs des régimes.

Les actifs des régimes sont constitués de polices d'assurance éligibles

Une police d'assurance éligible est une police d'assurance émise par une compagnie d'assurance qui n'est pas une partie liée à l'entreprise.

— Variations de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle à la clôture	-38 358	-37 945
Impact de la limitation d'actifs	0	-316
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	110	1 009
Juste valeur des actifs fin de période	38 095	37 755
Position nette (passif)/ actifs a la clôture	-153	503

— Rendement des actifs des régimes :

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles	IFC Pers Social	FOMUGEI Social	IFC Cadres Social	RC Cadres Social	L137-11-2 Cadres
Taux d'actualisation	3,38%	3,55%	3,18%	3,18%	3,38%
Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement	3,17%	3,51%	3,08%	3,08%	3,17%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,14%	2,69%	2,69%	2,69%	2,69%
Autres	4,00%	1,75%	0,00%	4,05%	4,05%

— Hypothèses actuarielles utilisées :
Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

	FOMUGEI	Retraite complémentaire Cadres de Direction	L.137-11-2	IFC Cadres de Direction	IFC Salariés
Une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement	0,50%	0,91%	3,09%	2,13%	3,88%
Une variation de moins de 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement	0,60%	0,94%	3,27%	2,22%	2,88%

Note 18. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				306 331	306 331	6 816	313 147	314 074
Dépôts de garantie à caractère mutuel								
Valeur au bilan				306 331	306 331	6 816	313 147	314 074

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 13 133 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 13 211 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 19. – Variation des capitaux propres (avant répartition)

— Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital (1)	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau (2)	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2022	211 211	1 530 299	575 446	390 573			94 912	2 802 441
Dividendes versés au titre de N-2							-12 837	-12 837
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		61 556	20 519				-82 075	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							94 879	94 879
Autres variations								
Solde au 31/12/2023	211 211	1 591 855	595 965	390 573			94 879	2 884 483
Dividendes versés au titre de N-1							-14 369	-14 369
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		60 383	20 127				-80 510	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							94 966	94 966
Autres variations								
Solde au 31/12/2024	211 211	1 652 238	616 092	390 573			94 966	2 965 080

(1) Le capital souscrit est entièrement appelé. Il est composé de 9.565.922 parts sociales de 15,25 euros chacune et de 4.283.975 CCA de 15,25 euros chacun.

(2) Dont 237 683 milliers d'euros de primes d'émission, dont 152 891 milliers d'euros de primes de fusion.

Note 20. – Composition des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG	2 965 080	2 884 483
Fonds pour risques bancaires généraux	183 775	178 175
Total des capitaux propres	3 148 855	3 062 658

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 313 147 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 314 074 milliers d'euros au 31 décembre 2023 ; la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine n'a pas de dépôts de garantie à caractère mutuel.

Note 21. – Operations effectuées avec les entreprises liées et les participations.

(En milliers d'Euros)	Opérations avec les entreprises liées et les participations	
	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Créances	0	0
Sur les établissements de crédit et institutions financières		
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	28 863	31 081
Sur les établissements de crédits et institutions financières		
Sur la clientèle	28 863	31 081
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	0	0
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

Note 22. – Transactions effectuées avec les parties liées.

Néant.

Note 23. – Operations effectuées en devises.

— Contributions par devise au bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	25 129 648	24 771 467	25 563 215	25 241 792
Autres devises de l'Union Européenne	29	29	3	3
Franc suisse	17 797	17 797	19 483	19 483
Dollar	36 356	36 356	30 443	30 443
Yen	191	191	191	191
Autres devises	3 277	3 277	5 705	5 705
Valeur brute	25 187 298	24 829 117	25 619 040	25 297 617
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	181 182	333 580	267 349	383 540
Dépréciations	-205 783		-205 232	
Total	25 162 697	25 162 697	25 681 157	25 681 157

Note 24. – Operations de change, prêts et emprunts en devises.

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme	77 557	77 520	69 971	69 920
Devises	39 382	39 382	34 935	34 935
Euros	38 175	38 138	35 036	34 985
Prêts et emprunts en devises				
Total	77 557	77 520	69 971	69 920

Note 25. – Operations sur instruments financiers à terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	6 799 681	223 370	7 023 051	7 304 561
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	6 799 681	223 370	7 023 051	7 304 561
Swaps de taux d'intérêt	6 799 681	223 144	7 022 825	7 304 335
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		226	226	226
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		235 058	235 058	189 220
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré		235 058	235 058	189 220
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		98 539	98 539	83 516
Vendus		98 539	98 539	83 516
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		18 990	18 990	11 094
Vendus		18 990	18 990	11 094
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
Total	6 799 681	458 428	7 258 109	7 493 781

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

25.1. Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2024			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	24 662	13 318		24 662	13 318				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	1 071 445	2 919 574	3 031 806	1 071 445	2 919 574	3 031 806			
Caps, floors, collars	90 855	103 142	3 081	90 855	103 142	3 081			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		226			226				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 186 962	3 036 260	3 034 887	1 186 962	3 036 260	3 034 887			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	148 271	6 806		148 271	6 806				
Sous total	148 271	6 806		148 271	6 806				
Total	1 335 233	3 043 066	3 034 887	1 335 233	3 043 066	3 034 887			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2023			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	22 188			22 188					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	553 297	3 437 136	3 313 902	553 297	3 437 136	3 313 902			
Caps, floors, collars	20 000	147 032		20 000	147 032				
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		226			226				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	595 485	3 584 394	3 313 902	595 485	3 584 394	3 313 902			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	139 891			139 891					
Sous total	139 891			139 891					
Total	735 376	3 584 394	3 313 902	735 376	3 584 394	3 313 902			

25.2. Instruments financiers à terme : juste valeur :

(En milliers d'Euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024	Juste Valeur Positive au 31/12/2023	Juste Valeur Négative au 31/12/2023	Encours Notionnel au 31/12/2023
Futures						
Options de change			37 980			22 188
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	331 552	126 811	7 022 825	471 022	63 587	7 304 335
Caps, floors, collars	1 118	1 118	197 078	1 585	1 585	167 032
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices			226			226
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	332 670	127 929	7 258 109	472 607	65 172	7 493 781
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	748		155 077	748		139 891
Sous total	748		155 077	748		139 891
Total	333 418	127 929	7 413 186	473 355	65 172	7 633 672

Information sur les Swaps

— Ventilation des swaps de taux d'intérêt :

(En milliers d'Euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux	54 485	520 472	6 279 209	222 639
Contrats assimilés (1)				
[(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.]				

— Transfert de contrats d'échange entre deux catégories de portefeuille : Néant.

Note 26. – Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés.

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

— Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme ::

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel *	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés	0	0	0	0	0	0
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	330 058	30 512	360 570	469 612	34 290	503 902
Risques sur les autres contreparties	2 612	944	3 556	2 995	1 294	4 290
Total avant effet des accords de compensation	332 670	31 456	364 125	472 608	35 584	508 191
Dont risques sur contrats de :	0	0	0	0	0	0
- Taux d'intérêt, change et matières premières	332 670	31 456	364 125	472 608	35 584	508 191
- Dérivés actions et sur indices	0	0	0	0	0	0
Total avant effet des accords de compensation	332 670	31 456	364 125	472 608	35 584	508 191
Incidences des accords de compensation et de collatéralisation	0	0	0	0	0	0
Total après effet des accords de compensation et de collatéralisation	332 670	31 456	364 125	472 608	35 584	508 191
(*) Calculé selon les normes prudentielles CRR2 / CRD5.						

Note 27. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	1 440 429	1 677 067
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 440 429	1 677 067
Engagements de garantie	451 054	460 784
Engagements d'ordre d'établissement de crédit		19 423
Engagements d'ordre de la clientèle	451 054	441 361
Engagements sur titres	2 169	986
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	2 169	986
Engagements reçus :		
Engagements de financement	18 389	18 728
Engagements reçus d'établissements de crédit	18 389	18 728
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	6 483 050	6 433 069
Engagements reçus d'établissements de crédit	286 954	291 853
Engagements reçus de la clientèle	6 196 096	6 141 216
Engagements sur titres	2 169	986
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	2 169	986

Note 28. – Actifs donnés et reçus en garantie.**Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine a apporté 6 898 988 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 8 012 556 milliers d'euros en 2023. La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine a apporté :

- 2 154 142 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 3 336 709 milliers d'euros en 2023 ;
- 150 289 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 152 767 milliers d'euros en 2023 ;
- 4 594 558 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 4 523 080 milliers d'euros en 2023.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

En conséquence, la Caisse de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine ne postera plus 680 M€ de créances entreprises auprès de la Banque de France.

Note 29. – Engagements donnés aux entreprises liées.

Néant.

Note 30. – Engagements de crédit-bail.

Les engagements en matière de crédit-bail ne sont pas significatifs

Note 31. – Opérations de désendettement de fait et de titrisation.

31.1. Désendettement de fait. — Néant.

31.2. Titrisation. — Néant.

Note 32. – Compensation des emprunts de titres et de l'épargne centralisée.

Néant.

32.2. Emprunts de titres. — Néant.

32.2. Epargne centralisée. — Néant.**Note 33. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	29 944	29 666
Sur opérations internes au Crédit Agricole	86 320	101 788
Sur opérations avec la clientèle	427 370	373 063
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	17 770	13 038
Produit net sur opérations de macro-couverture	175 021	160 249
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	17	
Intérêts et produits assimilés	736 442	677 804
Sur opérations avec les établissements de crédit	-25 478	-36 883
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-451 807	-428 912
Sur opérations avec la clientèle	-85 251	-43 437
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-7 042	-2 829
Sur dettes représentées par un titre	-10 203	-8 835
Autres intérêts et charges assimilées	-4	-4
Intérêts et charges assimilées	-579 785	-520 900
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)	156 657	156 904
<i>(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2024 est de 13 133 milliers d'euros contre 13 211 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>		

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 34. – Revenus des titres à revenus variables.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	85 924	73 721
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	410	242
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variables	86 334	73 963

Note 35. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	744	-340	404	1 061	-341	720
Sur opérations internes au Crédit Agricole	27 687	-69 019	-41 332	30 024	-66 978	-36 954
Sur opérations avec la clientèle	44 429	-1 255	43 174	45 548	-1 130	44 418
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	190	-106	84	310	-2	308
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	1 166		1 166	741	-1	740
Sur prestations de services financiers (1)	187 009	-16 365	170 644	179 059	-14 957	164 102
Provision pour risques sur commissions	415	-103	312	139	-497	-358
Total produit net des commissions	261 640	-87 188	174 452	256 882	-83 906	172 976
<i>(1) Dont prestations assurance-vie : 42 593 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 34 397 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>						

Note 36. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	696	778
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-116	-85
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	580	693

Note 37. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations	71	2 727
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	71	2 727
Plus-values de cession réalisées	1 090	3
Moins-values de cession réalisées		-1 030
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	1 090	-1 027
Solde des opérations sur titres de placement	1 161	1 700
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations	-137	-2 074
Reprises de dépréciations	2 353	893
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	2 216	-1 181
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		-12
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		-12
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille	2 216	-1 193
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3 377	507

Note 38. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits divers	2 067	7 402
Quote-part des opérations faites en commun	59	99
Refacturation et transfert de charges	82	135
Reprises provisions	881	2 007
Autres produits d'exploitation bancaire	3 089	9 643
Charges diverses	-1 350	-1 272
Quote-part des opérations faites en commun	-146	-269
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-22	-117
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 518	-1 658
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	1 571	7 985

Note 39. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel :		
Salaires et traitements	-99 390	-96 099
Charges sociales	-48 766	-42 965
Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-11 119	-10 566
Intéressement et participation	-14 550	-14 495
Impôts et taxes sur rémunérations	-15 200	-14 682
Total des charges de personnel	-177 906	-168 241
Refacturation et transferts de charges de personnel	3 537	4 356
Frais de personnel nets	-174 369	-163 885
Frais administratifs :		
Impôts et taxes	-3 498	-3 497
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	-92 420	-93 454
Total des charges administratives	-95 918	-96 951
Refacturation et transferts de charges administratives	1 373	1 075
Frais administratifs nets	-94 545	-95 876
Charges générales d'exploitation	-268 914	-259 761
(1) Dont 0 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique au titre de l'exercice 2024		

Effectif moyen :

Effectif par catégorie :

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité) :

Catégories de personnel	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	507	508
Non cadres	1 428	1 390
Total de l'effectif moyen	1 935	1 898
Dont :		
- France	1 935	1 898
- Etranger		
Dont : - Personnel mis à disposition	14	14

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice, respectivement à l'ensemble des membres des organes d'administration est de 476 milliers d'euros et à l'ensemble des membres des organes de direction est de 2 931 milliers d'euros.

Le montant global des avances et crédits accordés pendant l'exercice, respectivement à l'ensemble des membres des organes de direction est de 176 milliers d'euros et à l'ensemble des membres des organes d'administration est de 380,7 milliers d'euros.

Note 40. – Cout du risque.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions et dépréciations	-646 458	-673 957
Dépréciations de créances douteuses	-72 628	-74 688
Autres provisions et dépréciations	-573 830	-599 269
Reprises de provisions et dépréciations	630 570	661 660
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	65 019	62 114
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	565 551	599 546
Variation des provisions et dépréciations	-15 888	-12 297
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-426	-456
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-12 327	-11 172
Décote sur prêts restructurés		-2
Récupérations sur créances amorties	587	570
Autres pertes		
Autres produits		
Cout du risque	-28 054	-23 357
(1) Dont 1 737 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 308 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.		
(2) Dont 96 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif		
(3) Dont 213 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises		
(4) Dont 10 590 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.		

Note 41. – Résultat net sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-356	-189
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-356	-189
Reprises de dépréciations	4 026	4 622
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4 026	4 622
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	3 670	4 433
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	3 670	4 433
Plus-values de cessions réalisées	179	
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	179	
Moins-values de cessions réalisées	-6 267	
Sur titres d'investissement	-6 267	
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
Solde des plus et moins-values de cessions	-6 088	
Sur titres d'investissement	-6 267	
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	179	
Solde en perte ou en bénéfice	-2 418	4 433
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	27	362
Moins-values de cessions	-1 308	
Solde en perte ou en bénéfice	-1 281	362
Résultat net sur actifs immobilisés	-3 699	4 795

Note 42. – Charges et produits exceptionnels.

Néant.

Note 43. – Impôt sur les bénéfices.

La Caisse régionale de Crédit agricole de l'Anjou et du Maine fait partie du périmètre d'intégration fiscale du Groupe Crédit agricole ainsi que la SAS Uni-Invest et la Foncière du Maine. A ce titre, l'économie d'impôt générée pour l'exercice est de 3 517 milliers d'euros.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts sur les bénéfices	9 897	17 326
Impôt de droit commun	10 963	20 235
Impôt à 28%	0	0
Impôt à 15%	378	0
Réductions d'impôts	-250	-393
Contribution à 3,3%	349	643
Etalement crédit d'impôt PTZ	-275	140
Intégration fiscale	-3 517	-3 297
Provisions pour impôts	2 381	-6
Régularisation impôts	-132	4

Note 44. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.

- 44.1. Formation du produit net bancaire par secteur d'activité.** — Au 31 décembre 2024, l'activité commerciale formant le PNB : collecte, crédits, prestations de service, assurance vie et prévoyance, est effectué dans le secteur d'activité de la banque de proximité. Les autres activités ne sont pas significatives.
- 44.2. Produit net bancaire par secteur d'activité et par zone géographique.** — La France métropolitaine est la seule zone géographique où est formé le PNB.
- 44.3. Formation du résultat courant par secteur d'activité.** — Le résultat courant est essentiellement formé par la banque de proximité. Les autres activités ne sont pas significatives.
- 44.4. Résultat courant par zone géographique.** — Le résultat courant est établi par des opérations faites en France.

Note 45. – Exemption d'établir des comptes consolidés.

Néant.

Note 46. – Evènements postérieurs a la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation .

Néant.

Note 47. – Affectation des résultats.

- Conformément à l'article R 512-11 du Code monétaire et financier, l'Assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, décide de répartir, ainsi que suit, les excédents de l'exercice 2023 qui s'élèvent, après apurement du report à nouveau, à 94.966.113,84 euros :
- a) rémunération des parts sociales au taux de 3,80 % : 7.002.238,07 euros.
 - b) rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés : 8.824.102,70 euros.
 - c) affectation à la réserve légale : 59.354.152,83 euros.
 - d) affectation à la réserve facultative : 19.784.717,61 euros.

Note 48. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts

Note 49. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes.

Collège des Commissaires aux Comptes de Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine :

(En milliers d'Euros hors taxes)	Ernst & Young Audit	%	Forvis Mazars	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)	94	90%	94	90%
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)				
Services autres que la certification des comptes	10	10%	10	10%
Total	104		104	
(*) Compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes				

Note 50. – Attestation des commissaires aux comptes et publicité.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine,

- Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.
- Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.
- L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l’opinion :

— **Référentiel d’audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit. — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Dépréciation des crédits sur une base individuelle :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, la caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans l’annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d’une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d’intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S’agissant de la détermination d’éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture, comme un point clé de l’audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l’exercice 2024 tel qu’indiqué dans la note 1.3 de l’annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l’annexe aux comptes annuels, qui s’élève à 192,5 M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l’exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">– Mené des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;– testé l’efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;– analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l’impact du contexte macroéconomique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l’économie ;– mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

— Provisions sur encours sains et dégradés :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), la Caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan, des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (<i>Forward Looking</i>) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 169,9 M€ au 31 décembre 2024, comme détaillé dans la note 15 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <p>► l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes annuels ;</p> <p>l'importance de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (<i>Forward Looking</i> central et local).</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :<ul style="list-style-type: none">les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut <i>Loss Given Default</i> ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2024 ;la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs ;tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;Apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du <i>Forward Looking</i> local ;analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires :

— **Désignation des commissaires aux comptes :** Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine par votre assemblée générale du 28 novembre 1997.

Au 31 décembre 2024, nos cabinets étaient dans la vingt-septième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

— **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 7 mars 2025.
Les Commissaires aux comptes :

FORVIS Mazars SA :
Franck BOYER

Ernst & Young Audit :
Claire ROCHAS.

Le rapport de gestion de l'exercice 2024 est tenu à la disposition du public au siège de la Caisse régionale et est consultable sur le site www.ca-anjou-maine.fr.

B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2024

Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine en date du 31 janvier 2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 25 mars 2025.

Le 12/03/2025
Hugues BRASSEUR,
Directeur Général.

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

I. — Cadre général.

Présentation juridique de l'entité. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine, est une société coopérative à capital variable. Son siège est établi au Mans (72) 77 avenue Olivier MESSIAEN. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés au Mans sous le numéro D 414 993 998. Son code APE est 6419Z.

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste. — L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12,1 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Relations internes au Crédit Agricole.

Mécanismes financiers internes. — Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

— **Comptes ordinaires des Caisses régionales :** Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créateur, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

— **Comptes d'épargne à régime spécial :** Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, livret d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

— **Comptes et avances à terme :** Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Opérations en devises : Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire. — Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2017/89 du 20 mai 2017 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par l'Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET 1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement

^[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

interne sur les instruments de dette^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Informations relatives aux parties liées.

Les principales opérations réciproques ont été réalisées avec les Caisses locales. Elles concernent :

- Au bilan actif : les comptes courants (12,7 M€), les Titres négociables à Moyen Terme (TNMT) (306,3 M€), les titres de participation (145,9 M€), les produits à recevoir sur DAV (183 K€), sur TNMT (6,8 M€).
- Au Compte de résultat : les intérêts des DAV et des TNMT (14,1 M€), les intérêts aux parts sociales (5,543 M€) et autres produits divers (40 K€).

Depuis le 26 mars 2010, la Caisse régionale du Crédit agricole de l'Anjou et du Maine consolidé un fonds dédié Anjou Maine Gestion qu'elle détient à 99,99%. La valorisation nette d'impôt de ce fonds dédié s'élève à 145,62 M€.

Depuis le 21 octobre 2015, la Caisse régionale du Crédit agricole de l'Anjou et du Maine consolidé une société technique de titrisation. Les principales opérations réciproques sont :

- Au bilan actif : les titres et parts résiduelles et les ICNE (12,71 M€), la réserve de liquidité (0,5 M€), les comptes de régularisation et autres sommes en attente (0,28 M€) ;
- Au bilan passif : le Compte d'affectation spéciale et autres sommes en attente (0,54 M€)
- Au compte de résultat : les coupons sur titres (0,17 M€) et le complément de prix de cession (0,48 M€).

Depuis le 19 novembre 2018, la Caisse régionale de l'Anjou et du Maine consolidé une Foncière, la SASU Foncière du Maine qu'elle détient à 100%. Les principales opérations réciproques sont :

- Au bilan actif : le compte de trésorerie (23,37 M€)
- Au bilan passif : les capitaux propres (90 M€)

Depuis le 01 janvier 2019, la Caisse régionale de l'Anjou et du Maine consolidé sa filiale immobilière UNI-INVEST qu'elle détient à 100%. Les principales opérations réciproques sont :

- Au bilan : les comptes de trésorerie (3,61 M€) à l'actif et au passif le capital (2,1 M€), les primes d'émission et réserves légales (0,70 M€), le report à nouveau (5,45 M€) et l'écart de réévaluation des titres des filiales (3,98 M€).

Depuis le 30/06/2022, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine consolidé la SASU Rue Lenepveu, filiale à 100% de la Foncière du Maine. Les principales opérations réciproques sont :

- Au bilan : Les comptes de trésorerie (1,88 M€) à l'actif et au passif les comptes courants d'associés et les intérêts courus (44,51€).

Depuis le 31/03/2023, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine consolidé le groupe Hypérion, détenu à 59,6%. Les principales opérations réciproques sont :

- Au bilan actif : les comptes de trésorerie (3,59 M€)
- Au bilan passif : le compte de capital (35,52 M€), l'emprunt et les intérêts courus (6,75 M€) et l'obligation convertible et les intérêts courus (5,42 M€)

^[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

II. — Etats financiers consolidés.

1. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	816 112	741 959
Intérêts et charges assimilées	4.1	-651 231	-576 527
Commissions (produits)	4.2	261 283	256 569
Commissions (charges)	4.2	-87 322	-83 679
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	8 486	1 938
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		112	-840
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		8 374	2 778
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	84 575	69 964
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		1 130	-
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		83 445	69 964
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-6 267	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
<i>Produits des activités d'assurance</i>		-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-
Produits des autres activités	4.7	63 227	58 671
Charges des autres activités	4.7	-1 801	-2 254
Produit net bancaire		487 062	466 641
Charges générales d'exploitation	4.8	-321 099	-310 059
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-19 392	-19 571
Résultat brut d'exploitation		146 571	137 011
Coût du risque	4.10	-29 067	-25 247
Résultat d'exploitation		117 504	111 764
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	424	388
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.14	-	-
Résultat avant impôt		117 928	112 152
Impôts sur les bénéfices	4.12	-21 448	-13 038
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.11	-	-
Résultat net		96 480	99 114
Participations ne donnant pas le contrôle	13.3	709	51
Résultat net part du groupe		95 771	99 063
<i>(1) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées</i>			

2. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	96 480	99 114
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	715	-2 526
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	199 581	167 289
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	200 296	164 763
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-6 305	-4 484
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	193 991	160 279
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-1 651	-196
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	157
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-1 651	-39
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	426	51
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-1 225	12
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	192 766	160 291
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	289 246	259 405
Dont part du Groupe	288 533	259 354
Dont participations ne donnant pas le contrôle	713	51
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	-179	-

3. — Bilan.
(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6.1	56 074	50 832
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	334 122	179 191
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		12 935	12 218
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		321 187	166 973
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	328 408	467 596
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	2 394 252	2 139 324
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		95 372	93 542
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		2 298 880	2 045 782
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	22 443 849	23 105 643
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		2 411 894	2 972 215
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		19 299 107	19 408 856
<i>Titres de dettes</i>		732 848	724 572
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-239 821	-368 325
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	56 235	64 693
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	262 005	316 502
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	13.2	-	-
Immeubles de placement	6.12	2 619	1 903
Immobilisations corporelles	6.13	128 692	136 935
Immobilisations incorporelles	6.13	12 398	14 587
Ecarts d'acquisition	6.14	52 045	52 045
Total de l'actif		25 830 878	26 160 926

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	13 067	11 631
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		13 067	11 631
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	119 051	55 856
Passifs financiers au coût amorti		20 812 658	21 184 947
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.4-6.7	13 173 967	13 899 587
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.4-6.7	7 387 327	7 071 798
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.4-6.7	251 364	213 562
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-1 316	-1 180
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	4 753	2 481
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	570 880	847 256
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.15	57 745	64 211
Dettes subordonnées	3.4-6.16	-	1
Total dettes		21 576 838	22 165 203
Capitaux propres		4 254 040	3 995 723
Capitaux propres part du Groupe		4 253 477	3 992 944
Capital et réserves liées		860 577	868 083
Réserves consolidées		2 593 013	2 514 443
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		704 117	511 354
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		95 771	99 063
Participations ne donnant pas le contrôle		563	2 779
Total du passif		25 830 878	26 160 926

4. — Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'Euros)	Part du Groupe										Participations ne donnant pas le contrôle					Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	
	Capital	Primes et réserves consolidées au capital (1)	Élimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net	Capitaux propres		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Publiés	491 840	2 921 271	-	-	3 413 111	-157	351 220	351 063	-	3 764 174	13	-	-	-	13	3 764 188
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Retraités	491 840	2 921 271	-	-	3 413 111	-157	351 220	351 063	-	3 764 174	13	-	-	-	13	3 764 188
Augmentation / réduction de capital	-14 331	-	-	-	-14 331	-	-	-	-	-14 331	-	-	-	-	-	-14 331
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2023	-	-17 298	-	-	-17 298	-	-	-	-	-17 298	-	-	-	-	-	-17 298
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-7 463	-	-	-7 463	-	-	-	-	-7 463	18 736	-	-	-	18 736	11 273
Mouvements liés aux paiements en actions	-	1 311	-	-	1 311	-	-	-	-	1 311	-	-	-	-	-	1 311
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-14 331	-23 450	-	-	-37 781	-	-	-	-	-37 781	18 736	-	-	-	18 736	-19 045
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	12	160 279	160 291	-	160 291	-	-	-	-	-	160 291
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2023	-	-	-	-	-	-	-	-	99 063	99 063	51	-	-	-	51	99 114
Autres variations	-	7 197	-	-	7 197	-	-	-	-	7 197	-16 021	-	-	-	-16 021	-8 824
Capitaux propres au 31 décembre 2023 Retraités	477 509	2 905 018	-	-	3 382 527	-145	511 499	511 354	99 063	3 992 944	2 779	-	-	-	2 779	3 995 723
Affectation du résultat 2023	-	99 063	-	-	99 063	-	-	-	-99 063	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	477 509	3 004 081	-	-	3 481 590	-145	511 499	511 354	-	3 992 944	2 779	-	-	-	2 779	3 995 723
Impacts nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

normes, décisions / interprétations IFRIC (3)															
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraké	477 509	3 004 081	-	-	3 481 590	-145	511 499	511 354	-	3 992 944	2 779	-	-	-	2 779 3 995 723
Augmentatio n / réduction de capital	-7 506	-	-	-	-7 506	-	-	-	-	-7 506	-	-	-	-	-7 506
Variatio n des titres auto détenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissio ns / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunératio n des emissio ns d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	-21 357	-	-	-21 357	-	-	-	-	-21 357	-	-	-	-	-21 357
Effet des acquisitions complément aires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-86	-	-	-86	-	-	-	-	-86	-	-	-	-	-86
Mouvements liés aux paiements en actions	-	771	-	-	771	-	-	-	-	771	-	-	-	-	771
Mouvement s liés aux opératio ns avec les actionnaires	-7 506	-20 672	-	-	-28 178	-	-	-	-	-28 178	-	-	-	-	-28 178
Variatio n des gains et pertes comptabilisés directem ent en capitaux propres	-	179	-	-	179	-1 225	193 987	192 762	-	192 941	-	-	4	4	192 945
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	178	-	-	178	-	-178	-178	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variatio n du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variatio ns de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	95 771	95 771	709	-	-	-	709 96 480
Autres variatio ns	-	-1	-	-	-1	-	-	-	-	-1	-2 929	-	-	-	-2 929
Capitaux propres au 31 décembre 2024	470 003	2 983 587	-	-	3 453 590	-1 370	705 486	704 116	95 771	4 253 477	559	-	4	4	563 4 254 041
(1) Réserves consolidées avant éliminatio n des titres d'autocontrôle															

5. — Tableau des flux de trésorerie.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les **flux de trésorerie** nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau de flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôt		117 928	112 152
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		19 391	19 568
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.15	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		24 854	14 896
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		-427	-390
Résultat net des activités de financement		3 326	2 955
Autres mouvements		-23 185	-16 760
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		23 959	20 269
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-614 852	-174 439
Flux liés aux opérations avec la clientèle		363 409	123 534
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-81 183	-163 709
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-194 540	-380 401
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		-16 647	-26 909
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		-543 813	-621 924
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		-401 926	-489 503
Flux liés aux participations (1)		-16 089	-123 621
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		-8 732	-10 979
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		-24 821	-134 600
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)		-28 856	53 403
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-72	-28 445
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		-28 928	24 958
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)		-455 675	-599 145
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 207 396	1 808 367
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)		50 832	46 983
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)		1 156 564	1 761 384
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		751 721	1 207 396
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)		56 074	50 832
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)		695 647	1 156 564
Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie		-455 675	-600 971

(*) Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées

(**) Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).

(1) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période". Au cours de l'année 2024, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie s'élève à 16,09 millions d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

- augmentation de capital SACAM TRANSITION Energie : 12,01 millions d'euros.

- augmentation de capital d'Unexo : 6,9 millions d'euros.

(2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend la diminution du capital des caisses locales pour 7 499 milliers d'euros et les dividendes payés pour 21 357 milliers d'euros.

III. — Notes annexes aux états financiers consolidés.

1. — Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1. Normes applicables et comparabilité. — Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2024 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2024.

IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers.

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers.

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, publiés en mai 2024 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, sous réserve d'adoption par l'Union européenne, viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe.

Pas de décision impactant significativement le Groupe au 31 décembre 2024.

1.2. Principes et méthodes comptables.

Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers.

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les actifs et les passifs des contrats d'assurance ;
- les actifs et les passifs des contrats de réassurance ;
- les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock options ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

Définitions. — La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers.

— **Evaluation initiale :** Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

— **Evaluation ultérieure :** Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

Actifs financiers.

— Classement et évaluation des actifs financiers : Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

– Instruments de dette :

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « Collecte » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
 - Le modèle « Collecte et Vente » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
 - Le modèle « Autre / Vente » dont l'objectif principal est de céder les actifs.
- Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

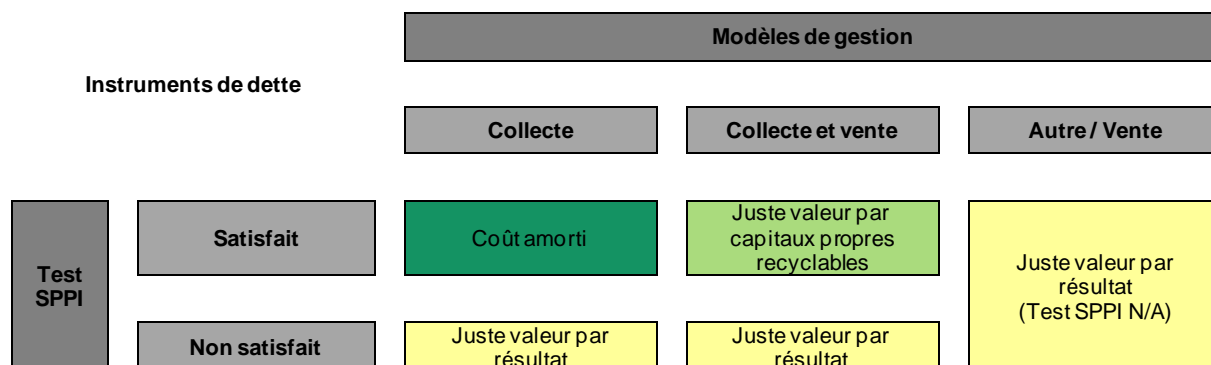
Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



— Instruments de dette au coût amorti :

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

— Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

— Instruments de dette à la juste valeur par résultat :

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

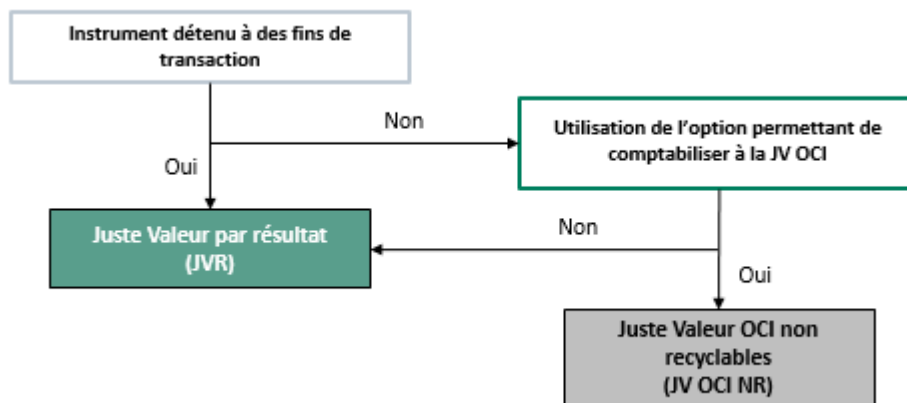
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

— Instruments de capitaux propres :

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat :

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'en cours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable) :

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— Reclassement d'actifs financiers : En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

— Acquisition et cession temporaire de titres : Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

— Décomptabilisation des actifs financiers :

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

— Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20) : Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

Passifs financiers.

— Classement et évaluation des passifs financiers :

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature :

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option :

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

— Passifs financiers évalués au coût amorti :

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Produits de la collecte :

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez

Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15 « Provisions ».

– Reclassement de passifs financiers : Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

– Distinction dettes – capitaux propres : La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

– Décomptabilisation et modification des passifs financiers :

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers. — Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit .

– Champ d'application : Conformément à IFRS 9, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

– Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement : Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Stages) :

- 1^{ère} étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- 2^{ème} étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine comptabilise les pertes attendues à maturité.
- 3^{ème} étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

– Définition du défaut :

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (Stage 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

– La notion de perte de crédit attendue « ECL » :

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

– Gouvernance et mesure des ECL : La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

– Détérioration significative du risque de crédit : Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (*Forward Looking Central*) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

2. Critère absolu

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.
- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2
- L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Stage 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;

- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

– Restructurations pour cause de difficultés financières : Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'aurait pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risques similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

– Irrécouvrabilité : Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

Instruments financiers dérivés.

– Classement et évaluation : Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

– La comptabilité de couverture :

Cadre général :

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Documentation :

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ; la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Évaluation :

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour

la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

– Dérivés incorporés :

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers. — La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

– Hiérarchie de la juste valeur : La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale de

Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine utilise des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagee sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagee sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Compensation des actifs et passifs financiers. — Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers.

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

Engagements de financement et garanties financières donnés. — Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

Provisions (dont IAS 37). — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

Avantages à court terme. — Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés.

Avantages postérieurs à l'emploi.

— Régimes à prestations définies : la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

— Régimes à cotisations définies : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

Autres avantages à long terme. — Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

Indemnités de cessation d'emploi. — Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

Paiements fondés sur des actions (IFRS 2). — La norme IFRS 2 Paiement fondés sur des actions impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (*stock options*, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A., ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués en trésorerie est comptabilisée dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans en charge de rémunération et étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie en dette vis-à-vis du personnel. Cette dette est réévaluée par résultat périodiquement jusqu'à la date de

règlement. Ce principe de comptabilisation s'applique notamment aux plans de rémunération variable versée en cash indexé sur le cours de l'action.

Impôts sur le résultat (IAS 12). — Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les passifs et actifs d'impôts exigibles et différés doivent être évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Lundi 2 décembre 2024, la responsabilité du gouvernement français a été engagée par le déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution concernant le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025. Mercredi 4 décembre 2024, une des motions de censure déposées a été adoptée, aboutissant à la démission du gouvernement et à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale, notamment la Loi de Finance 2025 qui prévoyait initialement des contributions exceptionnelles additionnelles à l'impôt sur les Sociétés.

À la suite de ces événements et à ce stade, les différentes options au niveau législatif possibles conduisent à reconduire le budget 2024 en 2025 dans l'attente de discussions législatives.

Ainsi à date, il convient alors de considérer un maintien du taux d'IS à 25,83% (conformément au budget 2024) pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés au 31 décembre 2024.

Impôts exigibles. — La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

Impôts différés. — Certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
 - La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
 - La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

— Plus-values sur titres : Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

— Contrats de location IFRS 16 : Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

Risques fiscaux. — Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40). — Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Logiciels	linéaire 12 mois
Sauf :	
Système d'informations	linéaire 3 ans
Logiciels de base	linéaire 5 ans
Construction d'exploitation	linéaire 25 ans
Sauf :	
Construction neuve	linéaire 33 ans 1/3
Apport-fusion	linéaire 20 ans
Installations techniques	linéaire 25 ans
Second œuvre	linéaire 10 ans
Agencements	linéaire 10 ans
Matériel ordinaire	linéaire 5 ans
Matériel informatique	dégressif 5 ans
Sauf :	
Micro-ordinateurs	dégressif 3 ans

Occasion	durée économique
Matériel spécialisé :	linéaire 5 ans
Sauf :	
Sécurité	dégressif 5 ans
Matériel de transport	linéaire 4 ans
Sauf :	
Occasion	linéaire 2 ans
Matériel de bureau	linéaire 5 ans
Mobilier	linéaire 10 ans

Opérations en devises (IAS 21). — En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15). — Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
 - a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
 - b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

— Contrats de location dont le Groupe est bailleur :

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

— **Contrats de location dont le Groupe est preneur** : Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée initiale sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5). — Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente,

une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminue des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

Périmètre de consolidation. — Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

— **Consolidation des Caisses régionales :** Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de [...] représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de [...] et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

Notions de contrôle. — Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Méthodes de consolidation. — Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat

Retraitements et éliminations. — Conformément à IFRS 10, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21). — Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

Regroupements d'entreprises – Ecarts d'acquisition.

— **Evaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition :** Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3. En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d'appliquer la norme américaine ASU 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

Les clauses d'ajustement de prix sont comptabilisées pour leur juste valeur même si leur réalisation n'est pas probable. Les variations ultérieures de la juste valeur des clauses qui ont la nature de dettes financières sont constatées en résultat.

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « goodwill complet ») ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du « goodwill partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Ecarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

Dépréciation des écarts d'acquisition. — Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition. — En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires.

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;
- Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

2. – Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.

Il n'y a pas eu d'opérations structurantes en 2024.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2024 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 ».

Pilier 2 – Globe. — Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15%, sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024.

Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, le Groupe a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

FCT Crédit Agricole Habitat 2024. — Au 31/12/2024, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

3. – Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture.

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine est assurée par la Direction des Risques. Cette direction est rattachée au Directeur général adjoint et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1. Risque de crédit. — (Cf. chapitre « Gestion des risques – Risques de crédit »)

La Caisse régionale a pris en compte le contexte économique de 2024, notamment marqué par une baisse des taux importante.

Le Groupe a donc revu ses prévisions macro-économiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et la Caisse Régionale a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2024, marqué par une dégradation de l'environnement économique global. Dans ce contexte, le Groupe a aussi revu ses prévisions macro-économiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et la Caisse Régionale a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

3.1.1. Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période. — Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

— Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	725 235	-663	-	-	-	-	725 235	-663	724 572
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	725 235	-663	-	-	-	-	725 235	-663	724 572
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	8 064	126	-	-	-	-	8 064	126	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	162 620	-69	-	-	-	-	162 620	-69	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-154 556	62	-	-	-	-	-154 556	62	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	132	-	-	-	-	-	132	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Total	733 299	-537	-	-	-	-	733 299	-537	732 762
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	86	-	-	-	-	-	86	-	-
Au 31 décembre 2024	733 385	-537	-	-	-	-	733 385	-537	732 848
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	493 293	-	-	-	-	-	493 293	-	493 293
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	493 293	-	-	-	-	-	493 293	-	493 293
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	12 335	-	-	-	-	-	12 335	-	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	193 019	-2	-	-	-	-	193 019	-2	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-180 684	2	-	-	-	-	-180 684	2	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	505 628	-	-	-	-	-	505 628	-	505 628
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-3 246	-	-	-	-	-	-3 246	-	-
Au 31 décembre 2024	502 382	-	-	-	-	-	502 382	-	502 382
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	17 513 772	-41 939	1 896 313	-117 569	343 044	-184 765	19 753 129	-344 273	19 408 856
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-271 007	-21 783	239 759	38 064	31 248	-15 809	-	472	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 115 221	5 299	1 115 221	-16 604			-	-11 305	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	858 302	-27 384	-858 302	51 260			-	23 876	
Transferts vers Stage 3 (1)	-23 110	357	-44 308	5 633	67 418	-23 570	-	-17 580	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	9 022	-55	27 148	-2 225	-36 170	7 761	-	5 481	
Total après transferts	17 242 765	-63 722	2 136 072	-79 505	374 292	-200 574	19 753 129	-343 801	19 409 328
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	47 157	20 880	-129 047	-47 520	-68 637	7 823	-150 527	-18 817	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	2 626 407	-11 613	213 844	-23 152			2 840 251	-34 765	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-2 546 528	7 302	-342 891	17 591	-55 842	38 961	-2 945 261	63 854	
Passages à perte					-12 795	12 367	-12 795	12 367	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		25 191		-41 959		-44 816		-61 584	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-32 722	-	-	-	-	1 311	-32 722	1 311	
Total	17 289 922	-42 842	2 007 025	-127 025	305 655	-192 751	19 602 602	-362 618	19 239 984
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	4 000		-449		55 572		59 123		
Au 31 décembre 2024	17 293 922	-42 842	2 006 576	-127 025	361 227	-192 751	19 661 725	-362 618	19 299 107
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes				
Au 31 décembre 2023	93 542	-115	-	-	-	-	93 542	-115
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	93 542	-115	-	-	-	-	93 542	-115
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	1 757	-49	-	-	-	-	1 757	-49
Réévaluation de juste valeur sur la période	1 077	-	-	-	-	-	1 077	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	42 357	-51	-	-	-	-	42 357	-51
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-41 677	51	-	-	-	-	-41 677	51
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-49	-	-	-	-	-	-49
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	95 299	-164	-	-	-	-	95 299	-164
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	73	-	-	-	-	-	73	-
Au 31 décembre 2024	95 372	-164	-	-	-	-	95 372	-164
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-
<p>(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3</p> <p>(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période</p> <p>(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)</p>								

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit :
Au 31/12/2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Main n'est pas concernée

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur la clientèle :
Au 31/12/2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole de l'Anjou et du Main n'est pas concernée

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	1 597 973	-4 990	63 957	-6 139	15 137	-5 313	1 677 067	-16 442	1 660 625
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-52 866	-550	52 547	170	319	-111	-	-491	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-67 133	323	67 133	-887			-	-564	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	14 541	-810	-14 541	1 106			-	296	
Transferts vers Stage 3 (1)	-522	24	-280	22	802	-269	-	-223	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	248	-87	235	-71	-483	158	-	-	
Total après transferts	1 545 107	-5 540	116 504	-5 969	15 456	-5 424	1 677 067	-16 933	1 660 134
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-206 357	881	-22 226	893	-8 054	2 746	-236 637	4 520	
Nouveaux engagements donnés (2)	641 499	-2 739	32 673	-3 101			674 172	-5 840	
Extinction des engagements	-845 079	3 180	-54 591	5 802	-11 816	3 996	-911 486	12 978	
Passages à perte					-16	-	-16	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		441		-1 809		-1 251		-2 619	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-2 777	-1	-308	1	3 778	1	693	1	
Au 31 décembre 2024	1 338 750	-4 659	94 278	-5 076	7 402	-2 678	1 440 430	-12 413	1 428 017
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3									
(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période									

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Montant de l'engagement t	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement t (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement t (a) + (b)
	Montant de l'engagement t	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement t	Correction de valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2023	407 500	-5 940	20 434	-4 831	13 427	-11 182	441 361	-21 953	419 408
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-22 057	-111	21 434	-1 184	623	-	-	-1 295	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-27 976	218	27 976	-1 662			-	-1 444	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	5 794	-329	-5 794	478			-	149	
Transferts vers Stage 3 (1)	-180	1	-829	1	1 009	-2	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	305	-1	81	-1	-386	2	-	-	
Total après transferts	385 443	-6 051	41 868	-6 015	14 050	-11 182	441 361	-23 248	418 113
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	22 735	-578	-14 238	2	1 195	163	9 692	-413	
Nouveaux engagements donnés (2)	57 100	-898	599	-245			57 699	-1 143	
Extinction des engagements	-44 126	454	-14 837	4 710	-2 581	1 711	-61 544	6 875	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-134		-4 463		-1 549		-6 146	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	9 761	-	-	-	3 776	1	13 537	1	
Au 31 décembre 2024	408 178	-6 629	27 630	-6 013	15 245	-11 019	451 053	-23 661	427 392

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

3.1.2. Exposition maximale au risque de crédit. — L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

— Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	105 229	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 935	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	92 294	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	328 408	-	-	-	-	-
Total	433 637	-	-	-	-	-

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	98 778	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 218	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	86 560	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	467 596	-	-	-	-	-
Total	566 374	-	-	-	-	-

— Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation :

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	95 372	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	95 372	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	20 534 337	-	5 856 428	1 019 285	6 281 490	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	168 476	-	36 103	21 911	71 811	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	502 382	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	19 299 107	-	5 856 428	1 019 285	6 281 490	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	168 476	-	36 103	21 911	71 811	-
Titres de dettes	732 848	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Total	20 629 709	-	5 856 428	1 019 285	6 281 490	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	168 476	-	36 103	21 911	71 811	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	93 542	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	93 542	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	20 626 721	-	5 877 949	927 278	6 192 401	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	158 279	-	30 992	4 176	67 085	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	493 293	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	19 408 856	-	5 877 949	927 278	6 192 401	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	158 279	-	30 992	4 176	67 085	-
Titres de dettes	724 572	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Total	20 720 263	-	5 877 949	927 278	6 192 401	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	158 279	-	30 992	4 176	67 085	-

— Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	427 392	-	-	-	-	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	<i>4 226</i>	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 428 017	-	74 432	57 086	129 853	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	<i>4 724</i>	-	34	460	284	-
Total	1 855 409	-	74 432	57 086	129 853	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	<i>8 950</i>	-	34	460	284	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	419 408	-	-	-	-	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	<i>2 245</i>	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 660 625	-	119 892	61 875	157 864	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	<i>9 824</i>	-	50	1 050	534	-
Total	2 080 033	-	119 892	61 875	157 864	-
<i>Dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	<i>12 069</i>	-	50	1 050	534	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

3.1.3. Actifs financiers modifiés. — Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(En milliers d'Euros)	2024		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	1	-	4 525
Valeur comptable brute avant modification	1	-	4 525
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). Il n'y a pas d'actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période.

3.1.4. Concentrations du risque de crédit. — Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit. — Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre "Risques et pilier 3 – Gestion des risques - Risques de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

— Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						Total
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	11 332 158	-5 573	176 184	-1 106			11 501 663
	0,5% < PD ≤ 2%	1 358 526	-6 430	569 762	-10 747			1 911 111
	2% < PD ≤ 20%	713 572	-14 086	808 334	-68 642			1 439 178
	20% < PD < 100%			29 837	-5 991			23 846
	PD = 100%					217 122	-102 234	114 888
Total Clientèle de détail		13 404 256	-26 089	1 584 117	-86 486	217 122	-102 234	14 990 686
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	3 846 796	-4 616	51 279	-916			3 892 543
	0,6% < PD < 12%	1 278 637	-12 674	304 538	-24 514			1 545 987
	12% ≤ PD < 100%			66 642	-15 109			51 533
	PD = 100%					144 105	-90 517	53 588
Total Hors clientèle de détail		5 125 433	-17 290	422 459	-40 539	144 105	-90 517	5 543 651
Total		18 529 689	-43 379	2 006 576	-127 025	361 227	-192 751	20 534 337

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	11 506 568	161 005		11 667 573
	0,5% < PD ≤ 2%	1 300 213	607 548		1 907 761
	2% < PD ≤ 20%	587 738	819 136		1 406 874
	20% < PD < 100%		34 153		34 153
	PD = 100%			211 109	211 109
Total Clientèle de détail		13 394 519	1 621 842	211 109	15 227 470
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	4 030 015	24 897		4 054 912
	0,6% < PD < 12%	1 307 765	182 594		1 490 359
	12% ≤ PD < 100%		66 980		66 980
	PD = 100%			131 935	131 935
Total Hors clientèle de détail		5 337 780	274 471	131 935	5 744 186
Dépréciations		-42 602	-117 569	-184 765	-344 936
Total		18 689 698	1 778 744	158 279	20 626 721

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	95 536	-164	-	-	-	-	95 372
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		95 536	-164	-	-	-	-	95 372
Total		95 536	-164	-	-	-	-	95 372

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	93 542	-	-	93 542
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		93 542	-	-	93 542
Dépréciations		-	-	-	-
Total		93 542	-	-	93 542

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	541 703	-414	2 474	-8	-	-	543 755
	0,5% < PD ≤ 2%	63 467	-475	8 407	-71	-	-	71 328
	2% < PD ≤ 20%	56 623	-1 484	22 857	-2 166	-	-	75 830
	20% < PD < 100%	-	-	864	-119	-	-	745
	PD = 100%	-	-	-	-	2 843	-949	1 894
Total Clientèle de détail		661 793	-2 373	34 602	-2 364	2 843	-949	693 552
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	499 204	-566	25 071	-234	-	-	523 475
	0,6% < PD < 12%	177 753	-1 720	29 548	-1 444	-	-	204 137
	12% ≤ PD < 100%	-	-	5 057	-1 034	-	-	4 023
	PD = 100%	-	-	-	-	4 559	-1 729	2 830
Total Hors clientèle de détail		676 957	-2 286	59 676	-2 712	4 559	-1 729	734 465
Total		1 338 750	-4 659	94 278	-5 076	7 402	-2 678	1 428 017

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	644 332	3 637	-	647 969
	0,5% < PD ≤ 2%	94 076	10 291	-	104 367
	2% < PD ≤ 20%	56 084	26 005	-	82 089
	20% < PD < 100%	-	1 046	-	1 046
	PD = 100%	-	-	3 415	3 415
Total Clientèle de détail		794 492	40 979	3 415	838 886
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	605 463	6	-	605 469
	0,6% < PD < 12%	198 018	19 910	-	217 928
	12% ≤ PD < 100%	-	3 062	-	3 062
	PD = 100%	-	-	11 722	11 722
Total Hors clientèle de détail		803 481	22 978	11 722	838 181
Provisions (1)		-4 990	-6 139	-5 313	-16 442
Total		1 592 983	57 818	9 824	1 660 625

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024					
		Montant de l'engagement					
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	35 986	-244	197	-21	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	4 663	-32	614	-13	-	-
	2% < PD ≤ 20%	1 474	-46	1 115	-119	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	35	-17	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	1 462	-514
Total Clientèle de détail		42 123	-322	1 961	-170	1 462	-514
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	316 097	-4 401	1 390	-785	-	-
	0,6% < PD < 12%	49 958	-1 906	20 035	-2 694	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	4 244	-2 364	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	13 783	-10 505
Total Hors clientèle de détail		366 055	-6 307	25 669	-5 843	13 783	-10 505
Total		408 178	-6 629	27 630	-6 013	15 245	-11 019

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	32 106	177	-	32 283
	0,5% < PD ≤ 2%	4 155	868	-	5 023
	2% < PD ≤ 20%	7 825	1 708	-	9 533
	20% < PD < 100%	-	5	-	5
	PD = 100%	-	-	1 402	1 402
Total Clientèle de détail		44 086	2 758	1 402	48 246
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	290 310	4	-	290 314
	0,6% < PD < 12%	73 104	16 445	-	89 549
	12% ≤ PD < 100%	-	1 227	-	1 227
	PD = 100%	-	-	12 025	12 025
Total Hors clientèle de détail		363 414	17 676	12 025	393 115
Provisions (1)		-5 940	-4 831	-11 182	-21 953
Total		401 560	15 603	2 245	419 408

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

Concentrations du risque de crédit par agent économique.

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique : Néant.

— Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	1 463 898	-1 268	7 323	-187	-	-	1 471 221	1 571 889	-1 558	2 140	-76	-	-	1 574 029
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	502 382	-	-	-	-	-	502 382	493 293	-	-	-	-	-	493 293
Grandes entreprises	3 159 153	-16 022	415 136	-40 352	144 105	-90 517	3 718 394	3 272 599	-17 430	272 331	-30 396	131 935	-74 981	3 676 865
Clientèle de détail	13 404 256	-26 089	1 584 117	-86 486	217 122	-102 234	15 205 495	13 394 519	-23 614	1 621 842	-87 097	211 109	-109 784	15 227 470
Total	18 529 689	-43 379	2 006 576	-127 025	361 227	-192 751	20 897 492	18 732 300	-42 602	1 896 313	-117 569	343 044	-184 765	20 971 657

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 3	Total	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 2			
Administration générale	95 372	-164	-	-	-	-	95 372	93 542	-115	-	-	-	-	93 542
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	95 372	-164	-	-	-	-	95 372	93 542	-115	-	-	-	-	93 542

— Dettes envers la clientèle par agent économique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Administration générale	23 854	19 997
Grandes entreprises	2 780 437	2 824 846
Clientèle de détail	4 583 036	4 226 955
Total Dettes envers la clientèle	7 387 327	7 071 798

— Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	25 683	-59	-	-	-	-	25 683	48 148	-84	-	-	-	-	48 148
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	651 274	-2 227	59 676	-2 712	4 559	-1 729	715 509	755 333	-2 671	22 978	-3 438	11 722	-3 739	790 033
Clientèle de détail	661 793	-2 373	34 602	-2 364	2 843	-949	699 238	794 492	-2 235	40 979	-2 701	3 415	-1 574	838 886
Total	1 338 750	-4 659	94 278	-5 076	7 402	-2 678	1 440 430	1 597 973	-4 990	63 957	-6 139	15 137	-5 313	1 677 067

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

— Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engage ments provisio nnés (Stage 3)	Provisio ns sur engage ments (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engage ments provisio nnés (Stage 3)	Provisio ns sur engage ments (Stage 3) (1)	Total brut
	Engage ments soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engage ments soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administ ration générale	221	-1	-	-	-	-	221	221	-1	-	-	-	-	221
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablis sements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entrepri ses	365 834	-6 306	25 669	-5 843	13 783	-10 505	405 286	363 193	-5 604	17 676	-4 608	12 025	-10 687	392 894
Clientèle de détail	42 123	-322	1 961	-170	1 462	-514	45 546	44 086	-335	2 758	-223	1 402	-495	48 246
Tot al	408 178	-6 629	27 630	-6 013	15 245	-11 019	451 053	407 500	-5 940	20 434	-4 831	13 427	-11 182	441 361
(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au pas sif du bilan														

Concentrations du risque de crédit par zone géographique :

— Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	18 247 420	2 004 259	360 456	20 612 135	18 526 817	1 892 640	342 473	20 761 930
Autres pays de l'Union européenne	243 807	745	2	244 554	169 716	1 092	155	170 963
Autres pays d'Europe	11 255	101	532	11 888	10 259	1 116	169	11 544
Amérique du Nord	11 911	461	72	12 444	10 167	166	71	10 404
Amériques centrale et du Sud	852	111	-	963	638	188	-	826
Afrique et Moyen-Orient	7 651	443	165	8 259	7 940	635	173	8 748
Asie et Océanie (hors Japon)	6 454	456	-	6 910	6 364	476	3	6 843
Japon	339	-	-	339	399	-	-	399
Organismes supra- nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-43 379	-127 025	-192 751	-363 155	-42 602	-117 569	-184 765	-344 936
Total	18 486 310	1 879 551	168 476	20 534 337	18 689 698	1 778 744	158 279	20 626 721

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays de l'Union européenne	95 372	-	-	95 372	93 542	-	-	93 542
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	95 372	-	-	95 372	93 542	-	-	93 542

— Dettes envers la clientèle par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	7 336 666	7 021 365
Autres pays de l'Union européenne	14 845	14 837
Autres pays d'Europe	10 948	10 292
Amérique du Nord	8 607	8 890
Amériques centrale et du Sud	601	949
Afrique et Moyen-Orient	10 628	10 198
Asie et Océanie (hors Japon)	4 786	4 738
Japon	246	529
Organismes supra-nationaux	-	-
Total Dettes envers la clientèle	7 387 327	7 071 798

— Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	1 303 859	94 236	7 402	1 405 497	1 569 632	63 901	15 136	1 648 669
Autres pays de l'Union européenne	34 275	14	-	34 289	27 744	24	-	27 768
Autres pays d'Europe	132	14	-	146	124	14	-	138
Amérique du Nord	268	2	-	270	110	4	-	114
Amériques centrale et du Sud	8	5	-	13	14	-	-	14
Afrique et Moyen-Orient	175	7	-	182	313	5	-	318
Asie et Océanie (hors Japon)	32	-	-	32	35	9	1	45
Japon	1	-	-	1	1	-	-	1
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-4 659	-5 076	-2 678	-12 413	-4 990	-6 139	-5 313	-16 442
Total	1 334 091	89 202	4 724	1 428 017	1 592 983	57 818	9 824	1 660 625
(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan								

— Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagement s provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagement s provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagement s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagement s soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagement s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagement s soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	407 951	27 630	15 245	450 826	407 273	20 434	13 427	441 134
Autres pays de l'Union européenne	225	-	-	225	225	-	-	225
Autres pays d'Europe	2	-	-	2	2	-	-	2
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supranationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-6 629	-6 013	-11 019	-23 661	-5 940	-4 831	-11 182	-21 953
Total	401 549	21 617	4 226	427 392	401 560	15 603	2 245	419 408

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

3.1.5. Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement.

— Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	100 487	539	-	64 676	11 827	-	5 185	4 573	62 600
Administration générale	1 170	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	49 060	-	-	12 304	1 517	-	885	720	21 147
Clientèle de détail	50 257	539	-	52 372	10 310	-	4 300	3 853	41 453
Total	100 487	539	-	64 676	11 827	-	5 185	4 573	62 600

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2023								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	225 613	1 126	-	76 682	10 404	9	19 154	4 871	57 806
Administration générale	57 476	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	121 389	2	-	10 317	1 057	-	13 258	1 379	18 134
Clientèle de détail	46 748	1 124	-	66 365	9 347	9	5 896	3 492	39 672
Total	225 613	1 126	-	76 682	10 404	9	19 154	4 871	57 806

3.2. Expositions au risque souverain. — Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine au risque souverain sont les suivantes :
— Activité bancaire :

31/12/2024 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	413 025	413 025	-	413 025
Hong-Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	95 372	227 325	322 697	-77	322 620
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	95 372	640 350	735 722	-77	735 645

31/12/2023 (en milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	513 735	513 735	-	513 735
Hong-Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	93 542	145 981	239 523	658	240 181
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	93 542	659 716	753 258	658	753 916

3.3. Risque de marché. — (Cf. Rapport de gestion - Chapitre Gestion des risques - Risques de marché)

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle.

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	5 148	113 000	210 260	328 408
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	5 148	113 000	210 260	328 408
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	5 148	113 000	210 260	328 408

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	10 510	150 197	306 889	467 596
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	10 510	150 197	306 889	467 596
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	10 510	150 197	306 889	467 596

— Instruments dérivés de couverture — juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	3 075	19 626	96 350	119 051
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	3 075	19 626	96 350	119 051
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	3 075	19 626	96 350	119 051

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	11	16 126	39 719	55 856
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	11	16 126	39 719	55 856
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	11	16 126	39 719	55 856

— Instruments dérivés de transaction — juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	845	1 428	8 933	11 252
Instruments de devises et or	208	100	-	308
Autres instruments	6	-	-	6
Sous-total	1 059	1 528	8 933	11 566
Opérations de change à terme	1 302	67	-	1 369
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	2 361	1 595	8 933	12 935

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	142	3 203	7 856	11 265
Instruments de devises et or	150	-	-	150
Autres instruments	5	-	-	5
Sous-total	297	3 203	7 856	11 420
Opérations de change à terme	798	-	-	798
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	1 095	3 203	7 856	12 218

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	746	1 608	8 876	11 276
Instruments de devises et or	208	100	-	308
Autres instruments	-	-	150	150
Sous-total	954	1 708	9 026	11 734
Opérations de change à terme	1 267	66	-	1 333
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	2 221	1 774	9 026	13 067

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	142	2 636	7 815	10 657
Instruments de devises et or	150	-	-	150
Autres instruments	-	-	76	76
Sous-total	292	2 636	7 891	10 883
Opérations de change à terme	748	-	-	748
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	1 040	2 636	7 891	11 631

— Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	7 410 576	7 642 427
Instruments de devises et or	37 980	22 188
Autres instruments	966	226
Sous-total	7 449 522	7 664 841
Opérations de change à terme	155 077	139 891
Total notionnels	7 604 599	7 804 732

Risque de change. — Cf Rapport financier - Chapitre Gestion du bilan - Risque de change.

3.4. Risque de liquidité et de financement. — Cf. Rapport financier - Chapitre Gestion du bilan - Risque de liquidité et de financement

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	752 074	240 549	1 362 642	55 387	1 242	2 411 894
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	929 110	1 924 952	6 692 027	10 103 825	11 811	19 661 725
Total	1 681 184	2 165 501	8 054 669	10 159 212	13 053	22 073 619
Dépréciations						-362 618
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						21 711 001

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 487 228	177 596	1 261 860	44 273	1 258	2 972 215
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	940 872	1 860 780	6 768 233	10 137 321	45 923	19 753 129
Total	2 428 100	2 038 376	8 030 093	10 181 594	47 181	22 725 344
Dépréciations						-344 273
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						22 381 071

— Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 001 340	2 456 965	5 696 459	4 019 202	1	13 173 967
Dettes envers la clientèle	5 327 433	455 871	1 520 111	83 867	45	7 387 327
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	6 328 773	2 912 836	7 216 570	4 103 069	46	20 561 294

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 400 677	2 543 767	6 291 259	3 663 884	-	13 899 587
Dettes envers la clientèle	5 651 801	329 838	1 004 405	85 700	54	7 071 798
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	7 052 478	2 873 605	7 295 664	3 749 584	54	20 971 385

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre :						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	131 756	52 539	16 050	-	-	200 345
Emprunts obligataires	311	-	-	50 708	-	51 019
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	132 067	52 539	16 050	50 708	-	251 364
Dettes subordonnées :						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	241	-241	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	-	-	-	241	-241	-

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre :						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	23 335	126 795	16 800	-	-	166 930
Emprunts obligataires	385	-	-	46 247	-	46 632
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	23 720	126 795	16 800	46 247	-	213 562
Dettes subordonnées :						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	241	-241	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	1	1
Total Dettes subordonnées	-	-	-	241	-240	1

Garanties financières en risque données par maturité attendue. — Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	6 374	4 188	-	-	-	10 562

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	6 415	968	-	-	-	7 383

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

3.5. Comptabilité de couverture. — (Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

Couverture de juste valeur. — Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie. — Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise. — Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	328 408	119 051	6 789 681	467 596	55 856	7 130 376
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total Instruments dérivés de couverture	328 408	119 051	6 789 681	467 596	55 856	7 130 376

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

Le groupe Crédit Agricole a recours à des swaps de macro-couverture de juste valeur pour couvrir le risque inflation des livrets d'épargne (réglementés et non réglementés).

Le contexte actuel de taux d'intérêts et d'inflation a conduit le Gouvernement à figer, par arrêté ministériel publié le 29 juillet 2023, le taux de rémunération du Livret A à 3 % pour la période du 1er août 2023 au 31 janvier 2025, rendant la rémunération de ces produits d'épargne insensible en termes de rémunération aux variations de l'inflation et des taux d'intérêt sur cette période.

Dans ce contexte, les relations de couverture comptable par des swaps ont fait l'objet d'une déqualification comptable concernant notamment les positions courtes. A compter de la date d'application de cet arrêté ministériel, les dérivés de couverture non résiliés ont fait l'objet d'un reclassement en dérivé détenus à des fins de transaction dans la mesure où la relation de couverture a cessé.

Conformément à IAS 39.92, le stock d'écarts de réévaluation de la portion couverte du portefeuille fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle de sa portion couverte initialement.

Au 31 décembre 2024, le *mark-to-market* des dérivés de couverture ayant été déqualifiés suite à cet arrêté ministériel s'élève à 99,58 milliers d'euros contre 899,49 milliers d'euros au 31 décembre 2023. L'impact au compte de résultat de cette déqualification s'élève au 31 décembre 2024 à 89,4 milliers d'euros contre 37,6 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Opérations sur instruments dérivés de couverture: analyse par durée résiduelle (notionnels).

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 041 945	2 908 641	2 839 095	6 789 681
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	1 041 945	2 908 641	2 839 095	6 789 681
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	1 041 945	2 908 641	2 839 095	6 789 681

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	533 760	3 377 199	3 219 417	7 130 376
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	533 760	3 377 199	3 219 417	7 130 376
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	533 760	3 377 199	3 219 417	7 130 376

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur :

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	18 904	69 828	-7 517	610 471	23 924	20 694	-12 009	523 607
Taux d'intérêt	18 904	69 828	-7 517	610 471	23 924	20 694	-12 009	523 607
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	18 904	69 828	-7 517	610 471	23 924	20 694	-12 009	523 607
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	309 504	49 223	-139 981	6 179 210	443 672	35 162	-308 318	6 606 769
Total couvertures de juste valeur	328 408	119 051	-147 498	6 789 681	467 596	55 856	-320 327	7 130 376

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Eléments couverts :

Micro-couvertures (en milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	95 372	5 372		1 647	93 542	3 542		-285
Taux d'intérêt	95 372	5 372		1 647	93 542	3 542		-285
Change	-	-		-	-	-		-
Autres	-	-		-	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	461 060	-9 411	2 079	4 368	369 829	-13 778	2 234	9 918
Taux d'intérêt	461 060	-9 411	2 079	4 368	369 829	-13 778	2 234	9 918
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	556 432	-4 039	2 079	6 015	463 371	-10 236	2 234	9 633
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	51 841	1 841	-	-1 136	52 977	2 977	-	-2 189
Taux d'intérêt	51 841	1 841	-	-1 136	52 977	2 977	-	-2 189
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	51 841	1 841	-	-1 136	52 977	2 977	-	-2 189

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	5 829 610	9 778	6 116 105	22 338
Total - actifs	5 829 610	9 778	6 116 105	22 338
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	98 691	-7	98 917	-97
Total - passifs	98 691	-7	98 917	-97

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Résultat de la comptabilité de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	-147 498	146 471	-1 027	-320 327	317 776	-2 551
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	-147 498	146 471	-1 027	-320 327	317 776	-2 551

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger :

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de flux de trésorerie								
Marchés organisés et de gré à gré	-	-	-	-	-	-	157	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	157	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	157	-
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des macro-couvertures de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-	157	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Impacts de la comptabilité de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	157	-	-
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de flux de trésorerie	-	-	-	157	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger	-	-	-	157	-	-

3.6. Risques opérationnels. — Cf. Rapport financier - Gestion des risques - Risques opérationnels.

3.7. Gestion du capital et ratios réglementaires. — La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et réglementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A.. A ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le chapitre « Risques et Pilier 3 ».

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des Risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre « Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

Conformément au règlement européen (UE) 575/2013³ (CRR), la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36⁴ et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

³ Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024.

⁴ Telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou *Tier 2* (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2* (T2). Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier".

4. – Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

4.1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur les actifs financiers au coût amorti	541 390	505 640
Opérations avec les établissements de crédit	28 587	28 154
Opérations internes au Crédit Agricole	86 320	101 788
Opérations avec la clientèle	417 396	366 692
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	9 087	9 006
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 598	2 482
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	3 598	2 482
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	271 107	233 837
Autres intérêts et produits assimilés	17	-
Produits d'intérêts (1) (2)	816 112	741 959
Sur les passifs financiers au coût amorti	-565 088	-507 082
Opérations avec les établissements de crédit	-22 812	-31 223
Opérations internes au Crédit Agricole	-440 894	-418 561
Opérations avec la clientèle	-88 232	-45 902
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-13 150	-11 396
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-85 986	-69 128
Autres intérêts et charges assimilées	-157	-317
Charges d'intérêts	-651 231	-576 527
(1) dont 8 349 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2024 contre 8 382 milliers d'euros au 31 décembre 2023		
(2) dont 182 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2024 contre 195 milliers d'euros au 31 décembre 2023. [Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.]		

4.2. Produits et charges de commissions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	743	-340	403	1 061	-341	720
Sur opérations internes au Crédit Agricole	27 687	-69 020	-41 333	30 025	-66 977	-36 952
Sur opérations avec la clientèle	7 673	-1 380	6 293	6 654	-1 255	5 399
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	189	-106	83	311	-2	309
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	1 166	-	1 166	741	-3	738
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	221 601	-16 354	205 247	215 291	-14 997	200 294
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	2 224	-122	2 102	2 486	-104	2 382
Total Produits et charges de commissions	261 283	-87 322	173 961	256 569	-83 679	172 890

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	1 378	356
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-49	-883
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	381	397
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	6 960	3 832
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	843	786
Résultat de la comptabilité de couverture	-1 027	-2 550
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	8 486	1 938

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat)

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	62 124	-62 490	-366	89 760	-89 946	-186
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	33 615	-26 465	7 150	49 477	-37 656	11 821
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	28 509	-36 025	-7 516	40 283	-52 290	-12 007
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	811 573	-812 234	-661	1 162 344	-1 164 708	-2 364
Variations de juste valeur des éléments couverts	475 880	-336 560	139 320	734 954	-429 000	305 954
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	335 693	-475 674	-139 981	427 390	-735 708	-308 318
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	873 697	-874 724	-1 027	1 252 104	-1 254 654	-2 550

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 130	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	83 445	69 964
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	84 575	69 964

4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres de dettes	-6 267	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Titres de dettes	-6 267	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-6 267	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)	-6 267	-
<i>(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque »</i>		

Au cours de la période, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a procédé à la cession d'actifs au coût amorti en raison de cessions fréquentes non significatives.

4.6. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat. — Néant.**4.7. Produits (charges) nets des autres activités :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-120	-33
Autres produits (charges) nets	61 546	56 450
Produits (charges) des autres activités	61 426	56 417

4.8. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	-204 499	-190 686
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-5 221	-9 208
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-111 379	-110 165
Charges générales d'exploitation	-321 099	-310 059
<i>(1) Dont 0 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 2 884 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>		

Honoraires des commissaires aux comptes. — La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine intégrées globalement est la suivante au titre de 2024 :

Collège des Commissaires aux comptes de Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine :

(En milliers d'Euros hors taxes)	Ernst & Young audit		Mazars		Total 2024
	2024	2023	2024	2023	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	94	101	94	101	188
Emetteur	94	91	94	91	188
Filiales intégrées globalement		10	-	10	-
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	-	-	-	-	-
Emetteur	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Services autres que la certification des comptes	10	23	10	10	20
Emetteur	10	23	10	10	20
Filiales intégrées globalement		-	-	-	-
Total	104	124	104	111	208

Le montant total des honoraires de Ernst & Young Audit, commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève 109 milliers d'euros, dont 94 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine et ses filiales, et 15 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.)

Le montant total des honoraires de Mazars, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 104 milliers d'euros, dont 94 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine et ses filiales, et 10 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.)

Autres Commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés du groupe de la Caisse régionale du Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine, consolidées par intégration globale :

(en milliers d'euros hors taxes)	Cabinet ALTEXA		Cabinet CIFRALEX		Cabinet ALTONEO		Cabinet BECOUZE		Cabinet Experience		Total 2024
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	7	0	0	8	5	3	55	50	18	13	85
Services autres que la certification des comptes	0	0	0	0	0	0	6	0	6	0	12
Total	7	0	0	8	5	3	61	50	24	13	97

4.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	-19 396	-19 575
Immobilisations corporelles (1)	-16 867	-16 987
Immobilisations incorporelles	-2 529	-2 588
Dotations (reprises) aux dépréciations	4	4
Immobilisations corporelles	4	4
Immobilisations incorporelles	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-19 392	-19 571
<i>(1) Dont 1 716 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre 1 810 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

4.10. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)	-10 760	7 315
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	-1 184	10 974
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-49	-115
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-778	9 945
Engagements par signature	-357	1 144
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-9 576	-3 659
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-9 456	-5 533
Engagements par signature	-120	1 874
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)	-18 522	-30 181
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-21 318	-24 269
Engagements par signature	2 796	-5 912
Autres actifs (C)	313	-
Risques et charges (D)	-259	-2 501
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+(B)+(C)+(D)	-29 228	-25 367
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-426	-448
Récupérations sur prêts et créances	587	578
Comptabilisés au coût amorti	587	578
Comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-	-2
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-	-8
Autres produits	-	-
Coût du risque	-29 067	-25 247

4.11. Gains ou pertes nets sur autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	424	388
Plus-values de cession	1 193	903
Moins-values de cession	-769	-515
Résultat de cession sur participations consolidées	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	424	388

4.12. Impôts :

— Charge d'impôt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant (1)	-12 355	-19 338
Charge d'impôt différé	-9 093	6 300
Total Charge d'impôt	-21 448	-13 038

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté :

— Au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	117 928	25,83%	-30 461
Effet des différences permanentes			16 520
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-3 277
Effet de l'imposition à taux réduit			6 093
Changement de taux			-
Effet des autres éléments			-10 323
Taux et charge effectifs d'impôt		18,19%	-21 448

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

— Au 31 décembre 2023 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	112 152	25,83%	-28 969
Effet des différences permanentes			13 215
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-1 752
Effet de l'imposition à taux réduit			4 888
Changement de taux			-
Effet des autres éléments			-421
Taux et charge effectifs d'impôt		11,63%	-13 038

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

4.13. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-1 651	-196
Ecart de réévaluation de la période	-570	-311
Transferts en résultat	-1 130	-
Autres variations	49	115
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	157
Ecart de réévaluation de la période	-	157
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	426	51
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-1 225	12
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	715	-2 526
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	199 581	167 289
Ecart de réévaluation de la période	199 759	167 289
Transferts en réserves	-179	-
Autres variations	1	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-6 305	-4 484
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	193 991	160 279
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	192 766	160 291
Dont part du Groupe	192 762	160 291
Dont participations ne donnant pas le contrôle	4	-

5. – Informations sectorielles.**Définition des secteurs opérationnels.**

La Caisse régionale du Crédit agricole de l'Anjou et du Maine exerce uniquement le métier de banque de proximité en France.

5.1. Information sectorielle par secteur opérationnel. — Néant.

5.2. Information sectorielle par zone géographique. — Néant.

6. – Notes relatives au bilan.**6.1. Caisse, banques centrales :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	54 686	-	50 022	-
Banques centrales	1 388	-	810	-
Valeur au bilan	56 074	-	50 832	-

6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat :

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 935	12 218
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	321 187	166 973
Instruments de capitaux propres	7 590	7 044
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	313 597	159 929
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	334 122	179 191
Dont Titres prêtés	-	-
<i>(1) Dont 270 043 milliers d'euros d'OPC au 31 décembre 2024 contre 117 952 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	13 067	11 631
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	13 067	11 631

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. — Néant.

6.3. Instruments dérivés de couverture. — L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	95 372	7 797	-9 645	93 542	9 146	-9 341
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 298 880	739 079	-8 503	2 045 782	541 631	-10 636
Total	2 394 252	746 876	-18 148	2 139 324	550 777	-19 977

— Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	95 372	7 797	-9 645	93 542	9 146	-9 341
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Total des titres de dettes	95 372	7 797	-9 645	93 542	9 146	-9 341
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	95 372	7 797	-9 645	93 542	9 146	-9 341
Impôts sur les bénéfices		-2 014	2 491		-2 362	2 413
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		5 783	-7 154		6 784	-6 928

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables :

— Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	9 691	48	-	9 030	39	-
Titres de participation non consolidés	2 289 189	739 031	-8 503	2 036 752	541 592	-10 636
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 298 880	739 079	-8 503	2 045 782	541 631	-10 636
Impôts sur les bénéfices		-21 709	-		-15 590	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		717 370	-8 503		526 041	-10 636

— Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	299	180	-	2 760	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	299	180	-	2 760	-	-
Impôts sur les bénéfices		-47	-		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		133	-		-	-
<i>(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné</i>						

6.5. Actifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 411 894	2 972 215
Prêts et créances sur la clientèle	19 299 107	19 408 856
Titres de dettes	732 848	724 572
Valeur au bilan	22 443 849	23 105 643

— Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit :		
Comptes et prêts	312 813	324 215
Dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	311 813	323 214
Dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	189 569	169 078
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	-	-
Valeur brute	502 382	493 293
Dépréciations	-	-
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	502 382	493 293
Opérations internes au Crédit Agricole :		
Comptes ordinaires	386 276	840 616
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	1 523 236	1 638 306
Prêts subordonnés	-	-
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	1 909 512	2 478 922
Valeur au bilan	2 411 894	2 972 215
<i>(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie</i>		

— Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	8 588	11 262
Autres concours à la clientèle	19 583 840	19 643 355
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	634	633
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	11 980	46 422
Comptes ordinaires débiteurs	56 683	51 457
Valeur brute	19 661 725	19 753 129
Dépréciations	-362 618	-344 273
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	19 299 107	19 408 856
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location-financement	-	-
Valeur au bilan	19 299 107	19 408 856

— Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)		31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées		669 836	660 340
Obligations et autres titres à revenu fixe		63 549	64 895
Total		733 385	725 235
Dépréciations		-537	-663
Valeur au bilan		732 848	724 572

6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue :

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024 :

Nature des actifs transférés (en milliers d'Euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	245 804	55 366	190 438	-	242 058	239 475	49 936	189 539	-	239 008	3 050	-	-	-
Titres de dettes	190 438	-	190 438	-	188 102	189 539	-	189 539	-	189 539	-1 437	-	-	-
Prêts et créances	55 366	55 366	-	-	53 956	49 936	49 936	-	-	49 469	4 487	-	-	-
Total Actifs financiers	245 804	55 366	190 438	-	242 058	239 475	49 936	189 539	-	239 008	3 050	-	-	-
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total actifs transférés	245 804	55 366	190 438	-	242 058	239 475	49 936	189 539	-	239 008	3 050	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral, [si concerné]

(2) Dans le cas où la « garante de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023 :

Nature des actifs transférés (En milliers d'Euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	223 198	49 601	173 597	-	216 644	214 316	45 247	169 069	-	214 009	2 635	-	-	-
Titres de dettes	173 597	-	173 597	-	169 040	169 069	-	169 069	-	169 069	-29	-	-	-
Prêts et créances	49 601	49 601	-	-	47 604	45 247	45 247	-	-	44 940	2 664	-	-	-
Total Actifs financiers	223 198	49 601	173 597	-	216 644	214 316	45 247	169 069	-	214 009	2 635	-	-	-
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total actifs transférés	223 198	49 601	173 597	-	216 644	214 316	45 247	169 069	-	214 009	2 635	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral, [si concerné]
(2) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.4.2D.(d)).

Titrisations. — Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024. — Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023. — Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale du Crédit Agricole de l'Anjou et du Maine n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7. Passifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	13 173 967	13 899 587
Dettes envers la clientèle	7 387 327	7 071 798
Dettes représentées par un titre	251 364	213 562
Valeur au bilan	20 812 658	21 184 947

— Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	875	2 108
Dont comptes ordinaires créditeurs (1)	133	666
Dont comptes et emprunts au jour le jour (1)	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	189 539	169 069
Total	190 414	171 177
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	12 983 553	13 728 410
Total	12 983 553	13 728 410
Valeur au bilan	13 173 967	13 899 587
<i>(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie</i>		

— Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	4 794 880	5 092 798
Comptes d'épargne à régime spécial	83 696	89 067
Autres dettes envers la clientèle	2 508 751	1 889 933
Titres donnés en pension livrée	-	-
Valeur au bilan	7 387 327	7 071 798

— Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	200 345	166 930
Emprunts obligataires	51 019	46 632
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	251 364	213 562

Émissions de dette "Senior non préférée". — Néant.

6.8. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers :

— Compensation – Actifs financiers :

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	341 343	-	341 343	121 786	218 793	764
Prises en pension de titres (2)	189 569	-	189 569	189 539	30	-
Autres instruments financiers (3)	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	530 912	-	530 912	311 325	218 823	764

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté
(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté
(3) Le montant des autres instruments financiers soumis à compensation représente 100 % des autres actifs financiers à l'actif à la date d'arrêté

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	479 814	-	479 814	60 415	403 400	15 999
Prises en pension de titres (2)	169 078	-	169 078	168 920	-	158
Autres instruments financiers (3)	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	648 892	-	648 892	229 335	403 400	16 157

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté
(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté
(3) Le montant des autres instruments financiers soumis à compensation représente 100 % des autres actifs financiers à l'actif à la date d'arrêté

— Compensation – Passifs financiers :

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	132 067	-	132 067	121 786	2 401	7 880
Mises en pension de titres (2)	189 539	-	189 539	189 539	-	-
Autres instruments financiers (3)	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	321 606	-	321 606	311 325	2 401	7 880

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêté
(2) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté
(3) Le montant des autres instruments financiers soumis à compensation représente 100 % des autres instruments financiers au passif à la date d'arrêté

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	67 487	-	67 487	60 415	1 341	5 731
Mises en pension de titres (2)	169 069	-	169 069	168 920	149	-
Autres instruments financiers (3)	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	236 556	-	236 556	229 335	1 490	5 731

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêté
(2) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté
(3) Le montant des autres instruments financiers soumis à compensation représente 100 % des autres instruments financiers au passif à la date d'arrêté

6.9. Actifs et passifs d'impôts courants et différés :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	12 911	6 619
Impôts différés	43 324	58 074
Total Actifs d'impôts courants et différés	56 235	64 693
Impôts courants	4 752	2 480
Impôts différés	1	1
Total Passifs d'impôts courants et différés	4 753	2 481

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	86 589	-	89 150	-
Charges à payer non déductibles	994	-	417	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	53 626	-	52 225	-
Autres différences temporaires (1)	34 618	2 644	37 029	516
Impôts différés sur réserves latentes	-21 204	-	-15 279	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-5 830	15 448	-6 256	9 329
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	28	-	261	-
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
Impôts différés sur résultat	-22 061	1	-15 797	1
Total Impôts différés	43 324	1	58 074	1

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.10. Comptes de régularisation actif, passif et divers :

— Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs	163 797	140 259
Comptes de stocks et emplois divers	115	128
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	163 640	140 126
Comptes de règlements	42	5
Capital souscrit non versé	-	-
Comptes de régularisation	98 208	176 243
Comptes d'encaissement et de transfert	8 092	63 245
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-1	-
Produits à recevoir	77 756	92 963
Charges constatées d'avance	3 678	4 284
Autres comptes de régularisation	8 683	15 751
Valeur au bilan	262 005	316 502
<i>(1) Dont 5 088 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 5 088 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique.

— Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs (1)	406 566	582 743
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	364 027	539 869
Versements restant à effectuer sur titres	37 779	36 783
Dettes locatives	4 760	6 091
Autres	-	-
Comptes de régularisation	164 314	264 513
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	12 633	45 253
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	7	8
Produits constatés d'avance	85 780	73 212
Charges à payer	62 988	120 989
Autres comptes de régularisation	2 906	25 051
Valeur au bilan	570 880	847 256
(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées		
(2) Les montants sont indiqués en net		

6.11. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées. — Néant.

6.12. Immeubles de placement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	2 742	-	835	-	-	-	3 577
Amortissements et dépréciations	-839	-	-120	-	-	1	-958
Valeur au bilan (1)	1 903	-	715	-	-	1	2 619
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple							

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	2 722	-	68	-48	-	-	2 742
Amortissements et dépréciations	-765	-	-105	31	-	-	-839
Valeur au bilan (1)	1 957	-	-37	-17	-	-	1 903
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple							

Juste valeur des immeubles de placement.

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie "à dire d'expert"

(En milliers d'Euros)		31/12/2024	31/12/2023
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	4	4
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	3 573	2 738
Valeur de marché des immeubles de placement		3 577	2 742

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

6.13. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition). — Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations corporelles d'exploitation :							
Valeur brute	338 051	-	19 337	-12 478	-	-	344 910
Amortissements et dépréciations	-201 116	-	-16 866	1 765	-	-1	-216 218
Valeur au bilan	136 935	-	2 471	-10 713	-	-1	128 692
Immobilisations incorporelles :							
Valeur brute	25 517	-	340	-	-	-	25 857
Amortissements et dépréciations	-10 930	-	-2 529	-	-	-	-13 459
Valeur au bilan	14 587	-	-2 189	-	-	-	12 398

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilisations corporelles d'exploitation :							
Valeur brute	319 960	7 948	31 124	-20 895	-	-86	338 051
Amortissements et dépréciations	-180 931	-3 898	-16 983	697	-	-1	-201 116
Valeur au bilan	139 029	4 050	14 141	-20 198	-	-87	136 935
Immobilisations incorporelles :							
Valeur brute	6 242	18 500	991	-302	-	86	25 517
Amortissements et dépréciations	-6 242	-2 099	-2 589	-	-	-	-10 930
Valeur au bilan	-	16 401	-1 598	-302	-	86	14 587

6.14. Ecart d'acquisition :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023 brut	31/12/2023 net	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024 brut	31/12/2024 net
H2O Investisseur	52 045	52 045	-	-	-	-	-	-	-
Total	52 045	52 045	-	-	-	-	-	-	-

La Caisse régionale de crédit agricole mutuel de l'Anjou et du Maine a procédé à un test de dépréciation sur les titres Hypérion au 31/12/2024.

L'approche du Discounted Cash Flow a été retenue.

Les calculs ont été basés sur le Business Plan à 5 ans (2025-2029) et sur le Business Plan prolongé jusqu'en 2033 afin de prendre en considération la projection de croissance retenue par la Direction d'Hypérion développement.

Compte-tenu d'un WACC à 11.8% et d'un taux de croissance à l'infini de 2%, le test de dépréciation a conclu à l'absence de dépréciation du goodwill.

Si le WACC avait été supérieur à 12.5% ou si le taux de croissance à l'infini avait été inférieur à 1%, une dépréciation aurait été nécessaire.

6.15. Provisions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	9 171	-	13	-	-2 529	-	-	6 655
Risques d'exécution des engagements par signature	38 395	-	75 055	-	-77 374	-	-2	36 074
Risques opérationnels	4 412	-	421	-324	-881	-	1	3 629
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 481	-	259	-112	-10	-	-447	3 171
Litiges divers	1 391	-	259	-	-411	-	-1	1 238
Participations	1 422	-	-	-	-	-	-	1 422
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	5 939	-	2 115	-567	-1 931	-	-	5 556
Total	64 211	-	78 122	-1 003	-83 136	-	-449	57 745

(1) Dont 1 666 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 416 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques sur les produits épargne-logement	16 084	-	171	-	-7 084	-	-	9 171
Risques d'exécution des engagements par signature	35 499	-	88 578	-	-85 684	-	2	38 395
Risques opérationnels	5 623	-	671	-454	-1 428	-	-	4 412
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	1 316	73	263	-127	-20	-	1 976	3 481
Litiges divers	731	857	425	-481	-142	-	1	1 391
Participations	1 422	-	-	-	-	-	-	1 422
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	5 499	-	3 835	-2 675	-721	-	1	5 939
Total	66 174	930	93 943	-3 737	-95 079	-	1 980	64 211

(1) Dont 1 974 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 432 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Provision épargne-logement :

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	299 963	259 366
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 376 529	1 762 672
Ancienneté de plus de 10 ans	1 478 499	1 643 703
Total plans d'épargne-logement	3 154 991	3 665 741
Total comptes épargne-logement	417 509	432 070
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	3 572 500	4 097 811

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024 et à fin novembre 2023 pour les données au 31 décembre 2023.

— Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	15 452	2 504
Comptes épargne-logement	6 933	3 917
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	22 385	6 421

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	597	1 323
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 847	3 173
Ancienneté de plus de 10 ans	4 026	4 504
Total plans d'épargne-logement	6 470	9 000
Total comptes épargne-logement	184	171
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	6 654	9 171

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 6 654 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 6,49% pour la Caisse régionale. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 17,42% pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Epargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 46% du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

6.16. Dettes subordonnées. — Néant.

6.17. Capitaux propres.

— Composition du capital au 31 décembre 2024 : La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse Régionale	Nombre de titres au 31/12/2023	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2024	% Du capital	% Des droits de vote
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part du Public	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part SACAM Mutualisation	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part autodétenue	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	4 283 975	-	-	4 283 975	30,93%	0,00%
Dont part du Public	821 500	-	-	821 500	5,93%	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part SACAM Mutualisation	3 462 475	-	-	3 462 475	25,00%	0,00%
Parts sociales	9 565 922	-	-	9 565 922	69,07%	0,00%
Dont 88 caisses locales	9 565 898	-	-	9 565 899	69,07%	0,00%
Dont 21 administrateurs de la Caisse régionale	23-	-	-	22	0,00%	0,00%
Dont Crédit agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont SACAM mutualisation	1	-	-	1	0,00%	0,00%
Dont Autres	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Total	13 849 897	-	-	13 849 897	100,00%	0,00%

La valeur nominale des titres est de 15,25 euros et le montant total du capital est de 211 211 milliers d'euros

Rémunération par titre de capital. — Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l'exercice 2024, le Conseil d'administration de Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 25 mars 2025 le paiement d'un dividende de 2,06 et de 0,73 euros par part sociale, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale

Année de rattachement	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2021	-	2,14	2,23%
2022	-	2,06	2,75%
2023	-	2,06	3,80%
Prévu 2024		2,06	4,80%

Dividendes payés au cours de l'exercice. — Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 21 357 milliers d'euros en 2024 contre 17 299 milliers d'euros en 2023.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2024.

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2024 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de de Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine du 25 mars 2025

Le texte de la résolution est le suivant :

Conformément à l'article R 512-11 du Code monétaire et financier, l'Assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, décide de répartir, ainsi que suit, les excédents de l'exercice 2024 qui s'élèvent, après apurement du report à nouveau, à 94.966.113,84 euros :

- a) rémunération des parts sociales au taux de 4,80 % : 7 002 254,90 euros.
- b) rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés : 8 824 988,50 euros.
- c) affectation à la réserve légale : 59 354 152,83 euros.
- d) affectation à la réserve facultative : 19 784 717,61 euros.

Instruments financiers à durée indéterminée. — Néant.

6.18. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle. — La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	56 074	-	-	-	-	56 074
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	696	1 724	5 539	12 543	313 574	334 122
Instruments dérivés de couverture	381	4 767	113 000	210 260	-	328 408
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	95 372	-	2 298 880	2 394 252
Actifs financiers au coût amorti	1 616 653	2 309 068	8 277 650	10 227 425	13 053	22 443 849
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-239 821	-	-	-	-	-239 821
Total Actifs financiers par échéance	1 433 983	2 315 559	8 491 561	10 450 228	2 625 507	25 316 884
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	537	1 684	1 774	8 948	78	13 067
Instruments dérivés de couverture	96	2 979	19 626	96 350	-	119 051
Passifs financiers au coût amorti	6 460 840	2 965 375	7 232 620	4 153 777	46	20 812 658
Dettes subordonnées	-	-	-	241	-241	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-1 316	-	-	-	-	-1 316
Total Passifs financiers par échéance (1)	6 460 157	2 970 038	7 254 020	4 259 316	-117	20 943 460

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	50 832	-	-	-	-	50 832
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	353	787	5 523	12 186	160 278	179 191
Instruments dérivés de couverture	1 662	8 848	150 197	306 889	-	467 596
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	93 542	2 045 782	2 139 324
Actifs financiers au coût amorti	2 353 466	2 110 848	8 423 952	10 170 196	47 181	23 105 643
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-368 325	-	-	-	-	-368 325
Total Actifs financiers par échéance	2 037 988	2 120 483	8 579 672	10 582 813	2 253 241	25 574 261
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	300	740	2 636	7 905	-14	11 631
Instruments dérivés de couverture	-	11	16 126	39 719	-	55 856
Passifs financiers au coût amorti	7 076 198	3 000 400	7 312 464	3 795 831	54	21 184 947
Dettes subordonnées	-	-	-	241	-240	1
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-1 180	-	-	-	-	-1 180
Total Passifs financiers par échéance (1)	7 075 318	3 001 151	7 331 226	3 843 696	-200	21 251 255

(1) Dont 91 139 milliers d'euros de dettes rattachées en 2024 contre 76 738 milliers d'euros en 2023

7. – Avantages au personnel et autres rémunérations.**7.1. Détail des charges de personnel :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	-117 750	-111 296
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-11 119	-10 566
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-3 157	-259
Autres charges sociales	-41 421	-38 589
Intéressement et participation	-15 300	-14 768
Impôts et taxes sur rémunération	-15 752	-15 208
Total Charges de personnel	-204 499	-190 686
(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 470 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 301 milliers d'euros au 31 décembre 2023 Dont médailles du travail pour 111 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 125 milliers d'euros au 31 décembre 2023		

7.2. Effectif moyen de la période :

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
France	2 476	2 379
Étranger	-	-
Total	2 476	2 379

7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies. — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies :

— Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	38 041	-	38 041	35 506
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	2 747	-	2 747	2 462
Coût financier	1 216	-	1 216	1 280
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-1 220
Variations de périmètre	48	-	48	41
Prestations versées (obligatoire)	-2 902	-	-2 902	-2 120
Taxes, charges administratives et primes	1	-	1	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-124	-	-124	679
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-565	-	-565	1 413
Dette actuarielle à la clôture	38 462	-	38 462	38 041
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience				

— Détail de la charge comptabilisée au résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 747	-	2 747	1 242
Charge/produit d'intérêt net	-329	-	-329	-770
Impact en compte de résultat à la clôture	2 418	-	2 418	472

— Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	5 265	-	5 265	2 741
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	-27	-	-27	432
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-124	-	-124	679
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-565	-	-565	1 413
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture	4 549	-	4 549	5 265
<i>(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience</i>				

— Variation de juste valeur des actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	37 755	-	37 755	38 092
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	1 229	-	1 229	1 390
Gains/(pertes) actuariels	27	-	27	-432
Cotisations payées par l'employeur	1 938	-	1 938	857
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	48	-	48	-32
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-2 902	-	-2 902	-2 120
Juste valeur des actifs à la clôture	38 095	-	38 095	37 755

Variation de juste valeur des droits à remboursement. — Néant.

— Position nette :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	38 462	-	38 462	38 041
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Autres	-	-	-	317
Juste valeur des actifs fin de période	-38 095	-	-38 095	-37 755
Position nette (passif)/ actif à la clôture	-367	-	-367	-603

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles	IFC Pers Social	FOMUGEI Social	IFC Cadres Social	RC Cadres Social	L137-11-2 Cadres
Taux d'actualisation	3,17%	3,55%	3,55%	3,55%	3,66%
Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement	3,77%	3,51%	3,08%	3,08%	3,17%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	1,80%	2,69%	2,69%	2,69%	2,69%
Autres	4,00%	1,75%	0,00%	4,05%	4,05%

— Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1) :

(En milliers d'Euros)	Zone Euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	En montant	Dont coté	En %	En montant	Dont coté	En %	En montant	Dont coté
Actions	18,09%	6 892	-	0,00%	-	-	18,09%	6 892	-
Obligations	71,92%	27 398	-	0,00%	-	-	71,92%	27 398	-
Immobilier	9,99%	3 905		0,00%	-		9,99%	3 905	
Autres actifs	0,00%			0,00%	-		0,00%		
(1) Dont juste valeur des droits à remboursement									

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

	FOMUGEI	Retraite complémentaire Cadres de Direction	L.137-11-2	IFC Cadres de Direction	IFC Salariés
Une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement	0,50%	0,91%	3,09%	2,13%	3,88%
Une variation de moins de 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement	0,60%	0,94%	3,27%	2,22%	2,88%

7.5. Autres avantages sociaux. — Les provisions constituées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 1 416 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2024.

7.6. Paiements à base d'actions. — Néant.

7.7. Rémunérations de dirigeants. — Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice, respectivement à l'ensemble des membres des organes d'administration est de 476 milliers d'euros et à l'ensemble des membres des organes de direction est de 3 219 milliers d'euros.

8. – Contrats de location.

8.1. Contrats de location dont le Groupe est preneur. — Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles détenues en propre	124 072	131 107
Droits d'utilisation des contrats de location	4 620	5 828
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	128 692	136 935

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine est preneur de nombreux actifs dont actifs immobiliers.

Les informations relatives aux contrats dont La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine est preneur sont présentées ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilier :							
Valeur brute	11 846	-	1 835	-2 734	-	-	10 947
Amortissements et dépréciations	-6 103	-	-1 666	1 401	-	-1	-6 369
Total immobilier	5 743	-	169	-1 333	-	-1	4 578
Mobilier :							
Valeur brute	138	-	-	-47	-	-	91
Amortissements et dépréciations	-53	-	-50	54	-	-	-49
Total mobilier	85	-	-50	7	-	-	42
Total Droits d'utilisation	5 828	-	119	-1 326	-	-1	4 620

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilier :							
Valeur brute	8 790	2 502	939	-385	-	-	11 846
Amortissements et dépréciations	-4 466	-	-1 754	117	-	-	-6 103
Total immobilier	4 324	2 502	-815	-268	-	-	5 743
Mobilier :							
Valeur brute		73	65	-	-	-	138
Amortissements et dépréciations		-	-56	3	-	-	-53
Total mobilier	-	73	9	3	-	-	85
Total Droits d'utilisation	4 324	2 575	-806	-265	-	-	5 828

— Echancier des dettes locatives :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	1 121	2 630	1 009	4 760

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	1 268	3 515	1 308	6 091

— Détail des charges et produits de contrats de location :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-157	-148
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	-157	-
Charges relatives aux contrats de location court terme	-2 424	-2 529
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-1 524	-1 481
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	302	-
Total Charges générales d'exploitation	-3 646	-
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-1 716	-1 810
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-1 716	-
Total Charges et produits de contrats de location	-5 519	-5 968

— Montants des flux de trésorerie de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-5 237	-5 272

8.2. Contrats de location dont le Groupe est bailleur. — Néant.

9. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

— Engagements donnés et reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	1 891 483	2 137 851
Engagements de financement	1 440 430	1 677 067
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	1 440 430	1 677 067
Engagements de garantie	451 053	460 784
Engagements d'ordre des établissements de crédit	-	19 423
Engagements d'ordre de la clientèle	451 053	441 361
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Engagements reçus	6 528 526	6 474 132
Engagements de financement	18 389	18 727
Engagements reçus des établissements de crédit	18 389	18 727
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	6 510 137	6 455 405
Engagements reçus des établissements de crédit	286 953	291 852
Engagements reçus de la clientèle	6 223 184	6 163 553
Engagements sur titres	-	-
Titres à recevoir	-	-

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale. En conséquence, la Caisse de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine ne postera plus 680 M€ de créances entreprises auprès de la Banque de France.

— Instruments financiers remis et reçus en garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) (1)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	6 898 988	8 012 556
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	-
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	189 539	169 069
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	7 088 527	8 181 625
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés (2)		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	356 074	325 556
Titres vendus à découvert	-	-
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	356 074	325 556

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie. — Au cours de l'année 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a apporté 6 898 988 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 8 012 556 milliers d'euros en 2023. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a apporté :

- 2 154 142 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 3 336 709 milliers d'euros en 2023 ;
- 150 289 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 150 767 milliers d'euros en 2023 ;
- 4 594 558 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 4 523 080 milliers d'euros en 2023.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie. — La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 97 742 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 168 788 milliers d'euros au 31 décembre 2023, et des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 156 599 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 156 768 milliers d'euros au 31 décembre 2023, les garanties détenues par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine.

10. – Reclassements d'instruments financiers.

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole.

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine.

Reclassements effectués par la Caisse régionale de crédit Agricole mutuel de l'Anjou et du Maine.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine n'a pas opéré en 2024 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

11. – Juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'*exit price*").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti.

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2024. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.
- Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.
- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
 - L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	21 711 001	21 408 133	-	2 125 133	19 283 000
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 411 894	2 409 723	-	2 072 326	337 397
Prêts et créances sur la clientèle	19 299 107	18 998 410	-	52 807	18 945 603
Titres de dettes	732 848	717 278	717 258	6	14
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	22 443 849	22 125 411	717 258	2 125 139	19 283 014

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	22 381 071	20 899 626	-	3 047 025	17 852 601
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 972 215	2 963 401	-	2 963 401	-
Prêts et créances sur la clientèle	19 408 856	17 936 225	-	83 624	17 852 601
Titres de dettes	724 572	698 036	696 466	-	1 570
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	23 105 643	21 597 662	696 466	3 047 025	17 854 171

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à -239,82 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre -368,32 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de -558,26 millions d'euros au 31 décembre 2024.

— Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	13 173 967	13 172 325	-	13 172 193	132
Dettes envers la clientèle	7 387 327	7 387 329	-	7 303 633	83 696
Dettes représentées par un titre	251 364	250 897	49 469	201 428	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	20 812 658	20 810 551	49 469	20 677 254	83 828

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	13 899 587	13 900 536	-	13 899 870	666
Dettes envers la clientèle	7 071 798	7 071 797	-	6 982 730	89 067
Dettes représentées par un titre	213 562	211 870	44 940	166 930	-
Dettes subordonnées	1	1	-	1	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	21 184 948	21 184 204	44 940	21 049 531	89 733

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à -1,32 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre -1,18 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de -3,42 millions d'euros au 31 décembre 2024.

11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 935	-	12 935	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	12 935	-	12 935	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)	321 187	221 303	45 754	54 130
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	7 590	-	7 590	-
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	313 597	221 303	38 164	54 130
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	26 552	-	26 355	197
Titres de dettes	287 045	221 303	11 809	53 933
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	-	-	-	-
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	-	-	-	-
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 394 252	95 372	2 226 599	72 281
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 298 880	-	2 226 599	72 281
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	95 372	95 372	-	-
Instruments dérivés de couverture	328 408	-	328 408	-
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	3 056 782	316 675	2 613 696	126 411
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(1) Le montant des OPCVM s'élève à 280 440 milliers d'euros au 31/12/2024 dont 221 303 milliers d'euros est classé en niveau 1, 5 204 milliers d'euros est classé en niveau 2 et 53 933 milliers d'euros est classé en niveau 3

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 218	-	12 218	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	12 218	-	12 218	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)	166 973	73 369	43 059	50 545
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	<i>7 044</i>	<i>-</i>	<i>7 044</i>	<i>-</i>
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	<i>159 929</i>	<i>73 369</i>	<i>36 015</i>	<i>50 545</i>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	24 753	-	24 553	200
Titres de dettes	135 176	73 369	11 462	50 345
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 139 324	93 542	1 982 386	63 396
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 045 782	-	1 982 386	63 396
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	93 542	93 542	-	-
Instruments dérivés de couverture	467 596	-	467 596	-
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	2 786 111	166 911	2 505 259	113 941
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-
(1) Le montant des OPCVM s'élève à 128 861 milliers d'euros au 31/12/2023 dont 73 369 milliers d'euros est classé en niveau 1, 5 147 milliers d'euros est classé en niveau 2 et 50 345 milliers d'euros est classé en niveau 3				

— Passifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	13 067	-	13 067	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	13 067	-	13 067	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	119 051	-	119 051	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	132 118	-	132 118	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 631	-	11 631	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	11 631	-	11 631	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	55 856	-	55 856	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	67 487	-	67 487	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques		-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

Changements de modèles de valorisation. — Il n'y a pas eu de changement de modèle de valorisation.

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Il n'y a pas eu de changement de modèle de valorisation

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 :

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 :

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
Solde de clôture 31/12/2023	113 941	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	4 119	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	2 175	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	1 944	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	412 585	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-404 234	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2024	126 411	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3 (En milliers d'euros)	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
	Actions et autres titres à revenu variable et titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes
Solde de clôture 31/12/2023	-	-	200	50 345	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-3	2 178	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-3	2 178	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	405 644	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-404 234	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2024	-	-	197	53 933	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3 (En milliers d'euros)	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
Solde de clôture 31/12/2023	63 396		-
Gains /pertes de la période (1)	1 944	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	1 944	-	-
Achats de la période	6 941	-	-
Ventes de la période	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2024	72 281	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	4 119
Comptabilisés en résultat	2 175
Comptabilisés en capitaux propres	1 944

— Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 :

(En milliers d'Euros)	Total	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés		
Solde de clôture (31/12/2023)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2024)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des passifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	-
Comptabilisés en résultat	-
Comptabilisés en capitaux propres	-

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Analyse de sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3

Non significatif.

11.3. Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine. — Néant.

12. — Impacts des évolutions comptables ou autres événements.

Néant.

13. – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024.

Date de clôture. — Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

13.1. Information sur les filiales.

13.1.1. Restrictions sur les entités contrôlées. — Néant.

13.1.2. Soutiens aux entités structurées contrôlées. — La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine n'a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2024 ni au 31 décembre 2023.

13.1.3. Opérations de titrisation et fonds dédiés. — La caisse régionale du Crédit agricole de l'Anjou et du Maine consolidé un fond commun de titrisation et le fonds dédiés " Anjou Maine Gestion ".

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a cédé aux FCT des crédits habitat qui figurent au bilan au 31/12/2024 pour un montant de 60,4 millions d'euros

13.2. Co-entreprises et entreprises associées. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine détient la société SIDEL dont le pourcentage de détention est de 50%. Les seuils de significativité ne sont pas atteints.

13.3. Participations ne donnant pas le contrôle.

Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Montants non significatifs

13.4. Composition du périmètre :

Périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine	Méthode de consolidation (1)	Modification de périmètre (2)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (3)	% De contrôle		% D'intérêt	
						31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Établissement bancaire et financier									
CL Globalisées 879 Anjou Maine	Mère		France	France		100%	100%	100%	100%
Caisse Régionale de l'Anjou et du Maine	Mère		France	France		100%	100%	100%	100%
Sociétés d'investissement									
H20 investisseurs Divers	Intégration Globale	Acquisition			Filiale	59,96%		59,96%	
FCT Crédit agricole Habitat 2020	Intégration Globale		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit agricole Habitat 2022	Intégration Globale		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Anjou Maine Gestion	Intégration Globale		France	France	Filiale	99.99%	99.98%	99.99%	99.98%
Uni Invest	Intégration Globale		France	France	Filiale	100.00%	100%	100%	100%
Foncière du Maine	Intégration Globale		France	France	Filiale	100.00%	100%	100%	100%
Sas rue Lenepveu	Intégration Globale		France	France	Filiale	100.00%	100%	100%	100%
Hyperion developpement	Intégration Globale	Acquisition	France	France	Filiale	100%		60.90%	
ADX Formation	Intégration Globale	Acquisition	France	France	Filiale	100%		60.90%	
ADX Groupe	Intégration Globale	Acquisition	France	France	Filiale	100%		60.90%	
BCTI	Intégration Globale	Acquisition	France	France	Filiale	100%		60.90%	
Galena	Intégration Globale	Acquisition	France	France	Filiale	100%		60.90%	
H2O participation	Intégration Globale	Acquisition	France	France	Filiale	50,10%		0%	

Au 31 décembre 2024, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

— Détail des Caisses locales du périmètre de consolidation ::

N° cl	Caisse locale	Adresse de la Caisse locale	Ville de la Caisse locale
108	ANGERS COUBERTIN	58, boulevard Pierre de Coubertin	49000 ANGERS
106	ANGERS LAC DE MAINE	73 avenue du Général Patton	49000 ANGERS
109	ANGERS MAINE PASTEUR	4 rue du Maine	49100 ANGERS
111	ANGERS RALLIEMENT	36, rue Lenepveu	49100 ANGERS
112	ANGERS SUD - LES PONTS DE CE	50 avenue Winston Churchill	49000 ANGERS
20	AUBANCE - LAYON	58, Rue Louis MORON	49320 BRISSAC QUINCE
86	AULNE ET LOIR	18, Rue du Bœuf	72800 LE LUDE
107	AVRILLE DOUTRE	82 avenue Pierre Mendès France	49240 AVRILLE
56	BAIS - VILLAINES LA JUHEL	27, Place Rochard	53160 BAIS
35	BALLON	34, Rue du Général Leclerc	72290 BALLON
2	BAUGE	71, place du Marché	49150 BAUGE EN ANJOU
3	BEAUFORT EN VALLEE	1 bis, Place Notre Dame	49250 BEAUFORT EN VALLEE
4	BEAUPREAU	36, Rue du Maréchal Foch	49600 BEAUPREAU
81	BESSE SUR BRAYE	56, Rue Jean-Jaurès	72310 BESSE SUR BRAYE
77	BOCAGE 53	12, Rue du Douanier Rousseau	53120 GORRON
27	BONNETABLE	51, Rue du Maréchal Joffre	72110 BONNETABLE
31	BOULOIRE	1, Place du Château	72440 BOULOIRE
5	CANDE	Boulevard de l'Erdre	49440 CANDE
45	CERANS - LA SUZE	21-22, Place du Marché	72210 LA SUZE SUR SARTHE
65	CHAILLAND	11, Rue de l'hôtel de Ville	53240 ANDOUILLE
6	CHALONNES SUR LOIRE	16, Place de l'Hôtel de Ville	49290 CHALONNES SUR LOIRE
7	CHAMPTOCEAUX	Place Paul Deltombe	49270 CHAMPTOCEAUX
32	CHATEAU DU LOIR	5, Place de l'Hôtel de Ville	72500 CHATEAU DU LOIR
8	CHATEAUNEUF SUR SARTHE	1, Avenue Charles de Gaulle	49330 CHATEAUNEUF SUR SARTHE
9	CHEMILLE	Place des Perrochères	49120 CHEMILLE
113	CHOLET NORD	2 Bd Guy Chouteau	49300 CHOLET
114	CHOLET SUD	33 bd Delhumeau Plessis	49300 CHOLET
85	CONLIE	2, Route de Cures	72240 CONLIE
39	CONNERRE - TUFFE	2, Avenue de Verdun	72160 CONNERRE
72	COSSE LE VIVIEN	18-19, Place du Marché	53230 COSSE LE VIVIEN
73	CRAON	1, Place du 11 Novembre	53400 CRAON
11	DOUE LA FONTAINE	Place du Champ de Foire	49700 DOUE LA FONTAINE
12	DURTAL	19, Rue des Déportés	49430 DURTAL
44	ECOMMOY	20, Place de la République	72220 ECOMMOY
74	ERNEE	22, Avenue Carnot	53500 ERNEE
75	EVRON - VAIGES	1 place du Boulay	53600 EVRON
63	FRESNAY SUR SARTHE	21, Avenue du Docteur Riant	72130 FRESNAY SUR SARTHE
13	GENNES	5, Place de l'Etoile - Gennes	49350 GENNES VAL DE LOIRE
55	GREZ - MESLAY	5, Place de la Poste	53170 MESLAY DU MAINE
61	JAVRON - PRE EN PAIL	8, Place du Monument	53140 PRE EN PAIL
48	LA CHARTRE SUR LE LOIR	27, Rue François Coudreux	72340 LA CHARTRE SUR LE LOIR
60	LA FERTE BERNARD	5, Promenade du GrandMail	72400 LA FERTE BERNARD
62	LA FLECHE/LA CHAPELLE D'ALIGNÉ	4, GrandeRue	72200 LA FLECHE
33	LA VEGRE	4, Rue du Général Dunlap	72540 LOUE
88	LASSAY LES CHATEAUX	45, Grande Rue	53110 LASSAY LES CHATEAUX

80	LAVAL EST	18, Avenue Robert Buron	53000 LAVAL
90	LAVAL OUEST	18, Place du 11 novembre	53000 LAVAL
59	LE BOURGNEUF LA FORET	6, Place de l'Acacia	53410 LE BOURGNEUF LA FORET
82	LE GRAND LUCE	6, Place du Château	72150 LE GRAND LUCE
14	LE LION D'ANGERS	Quai d'Anjou	49220 LE LION D'ANGERS
16	LE LOUROUX BECONNAIS	3 impasse du PUIITS MOREAU	49370 BECON LES GRANITS
104	LE MANS CENTRE	48 Place de La République	72000 LE MANS
71	LE MANS CHASSE ROYALE	64, Rue des Jardins	72000 LE MANS
41	LE MANS PONTLIEUE	38 bis, Avenue du Docteur Jean Mac	72100 LE MANS
102	LE MANS SAINT LAZARE UNIVERSITE	267 Avenue de la Libération	72000 LE MANS
105	LES MAILLETS	147 Rue Des Maillets	72000 LE MANS
46	LES PORTES DU MAINE ET DE PERSEIGNE	40, Avenue Rhin et Danube	61000 ALENCON
89	LOIRON - ST BERTHEVIN	15, rue du docteur RAME	53320 LOIRON
15	LONGUE	2, Avenue du Maréchal Foch	49160 LONGUE
92	MALICORNE	2, Rue Aristide Briand	72270 MALICORNE
50	MAMERS	28, Place de la République	72600 MAMERS
37	MAROLLES LES BRAULTS	6, Rue de Bonnetable	72260 MAROLLES LES BRAULTS
52	MAYENNE EST	1, Place du 9 juin 1944	53100 MAYENNE
53	MAYENNE OUEST	1, Rue Henri Gandais	53100 MAYENNE
98	MAYET	5, Rue Eugène Termeau	72360 MAYET
36	MONTFORT LE GESNOIS	62, Grande Rue	72450 MONTFORT LE GESNOIS
47	MONTMIRAIL VIBRAYE	46, Rue Xavier Boutet	72320 VIBRAYE
17	MONTREUIL BELLAY	Rue de la Mairie	49260 MONTREUIL BELLAY
18	MONTREVAULT	76, Avenue de Bon Air	49110 ST PIERRE MONTMART
58	MONTSURS	89, Route de St Cénéré	53150 MONTSURS
103	NOVAXIS RIVES DE SARTHE	51, Boulevard Marie et Alexandre OYON	72000 LE MANS
19	NOYANT	32, Grande Rue	49490 NOYANT
49	PARIGNE L'EVEQUE	34 bis, Avenue Abel Tirand	72250 PARIGNE L'EVEQUE
91	PAYS DE CHATEAU-GONTIER	6, Avenue de Razilly	53200 CHATEAU GONTIER
21	POUANCE	1, Bd du Champ de Foire	49420 POUANCE
97	SABLE SUR SARTHE	11, Place Raphaël Elizé	72300 SABLE SUR SARTHE
25	SAUMUR	21 - 23, Rue Beaurepaire	49400 SAUMUR
26	SEGRE	7, Rue David d'Angers	49500 SEGRE
42	SILLE LE GUILLAUME	18, Rue du Coq Hardi	72140 SILLE LE GUILLAUME
66	ST AIGNAN SUR ROE	11 bis, rue Victor FOURCAULT	53800 RENAZE
95	ST CALAIS	11, Place de l'Hôtel de Ville	72120 SAINT CALAIS
23	ST FLORENT LE VIEIL	Rue de la Bellière	49410 ST FLORENT LE VIEIL
24	ST GEORGES SUR LOIRE	7 place Monprofit	49170 ST GEORGES/LOIRE
22	ST MACAIRE EN MAUGES	2, Place Sainte Marguerite	49450 ST MACAIRE EN MAUGES
28	THOUARCE	9, Place du Champ de Foire	49380 THOUARCE
29	TIERCE	Rue de Longchamp	49125 TIERCE
110	TRELAZE - SAINT BARTHELEMY ANJOU	24 bis rue Jean Jaurès	49800 TRELAZE
30	VIHIERS	19, Place Charles de Gaulle	49310 VIHIERS

14. – Participations et entités structurées non consolidées.

14.1. Participations non consolidées. — Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 2 306 071 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 2 063 734 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

14.1. Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation. — Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% D'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2024	31/12/2023	
RESTAGRI	France	66,00%	66,00%	Sous seuil
ZAMBON IMMOBILIER	France	100,00%	100,00%	Apport non significatif
TROIS RIVIERES	France	100,00%	100,00%	Sous seuil
SAS INVESTIR	France	100,00%	100,00%	Apport non significatif
SCI D'ORGEMONT 2019	France	70,00%	70,00%	Sous seuil
SCI BARTHOLDI 2019	France	70,00%	70,00%	Sous seuil
SAS RUE AURIC	France	100,00%	100,00%	Sous seuil
SCI OXXO 2020	France	51,00%	51,00%	Sous seuil
SCI RENNES 2022	France	70,00%	70,00%	Sous seuil
SCI LAVAL GARE	France	70,00%	70,00%	Sous seuil
SNC SIDEL	France	50,00%	50,00%	Sous seuil
MAUGES SAUMUROIS IMMOBILIER 5ex agence Gérard Rambeau Immobilière)	France	100,00%	100,00%	Sous seuil
SCI AROBASE 2022	France	51,00%	51,00%	Sous seuil
SCI CIMEA	France	30,00%	30,00%	Sous seuil

14.1.2. Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif.

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% D'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)
		31/12/2024	31/12/2023		
UNEXO	France	13,90%	13,90%		

(1) Le montant des capitaux propres et le résultat du dernier exercice peuvent être omis lorsque, en raison de leur nature, leur divulgation porterait gravement préjudice à une des entreprises auxquelles elles se rapportent. Dans ce cas, il est fait mention du caractère incomplet des informations données.

14.2. Informations sur les entités structurées non consolidées. — Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus.

Au 31 décembre 2024, La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

Fonds de placement :

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus :

— Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités :

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, l'implication de La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine dans les tableaux ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeu r au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Expositi on maximal e au risque de perte	Garantie s reçues et autres rehauss ements de crédit	Expositi on nette		Expositi on maximal e au risque de perte	Garantie s reçues et autres rehauss ements de crédit	Expositi on nette		Expositi on maximal e au risque de perte	Garantie s reçues et autres rehauss ements de crédit	Expositi on nette				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	184 754	184 754	-	184 754	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurée s non consolidée s	-	-	-	-	-	-	-	-	184 754	184 754	-	184 754	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurée s non consolidée s	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engageme nts donnés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engageme nts de financemen t	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engageme nts de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engageme nts par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des engageme nts hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurée s non consolidée s	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurée s non consolidée s	-	-	-	-	-	-	-	-	4 354 924	-	-	-	-	-	-	-
(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant, et des entités de financement, structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.																

(En milliers d'Euros)	31/12/2023															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Expositi on maximal e au risque de perte	Garantie s reçues et autres rehauss ements de crédit	Expositi on nette		Expositi on maximal e au risque de perte	Garantie s reçues et autres rehauss ements de crédit	Expositi on nette		Expositi on maximal e au risque de perte	Garantie s reçues et autres rehauss ements de crédit	Expositi on nette				
Actifs financier s à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	81 738	81 738	-	81 738	-	-	-	-
Actifs financier s à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financier s au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnu s vis-à- vis des entités structur ées non consolid ées	-	-	-	-	-	-	-	-	81 738	81 738	-	81 738	-	-	-	-
Instrume nts de capitaux propres	-			-	-			-	-			-	-			-
Passifs financier s à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-			-	-			-	-			-	-			-
Total des passifs reconnu s vis-à- vis des entités structur ées non consolid ées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engage ments donnés		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Engage ments de financem ent		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Engage ments de garantie		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Autres		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Provisio ns pour risque d'exécuti on - Engage ments par signature		-	-		-	-	-	-		-	-	-		-	-	-
Total des engage ments hors bilan net de provisio ns vis-à- vis des entités structur ées non consolid ées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structur ées non consolid ées	-	-	-	-	-	-	-	-	549 480	-	-	-	-	-	-	-
(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.																

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte. — L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels

l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

15. – Événements postérieurs au 31 décembre 2024.

Néant.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— Dépréciation des crédits sur une base individuelle :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser. Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans d' soutien à l'économie ;mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à 192,8 M€.	
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

— **Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut :**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (<i>Expected Credit Losses</i> ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (<i>Forward Looking</i>) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre caisse régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2024, un montant de M€ 192,2 comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none">– l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés ;– l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (<i>Forward Looking</i> central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et 2).	<p>Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">– prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts en modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :<ul style="list-style-type: none">○ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;○ le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut <i>Loss Given Default</i> ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2024 ;○ la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;○ la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeur ;– tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;– contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;– apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du <i>Forward Looking</i> local ;– analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;– examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

— Evaluation et dépréciation de l'écart d'acquisition :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le groupe porte à son bilan consolidé un écart d'acquisition pour un montant de M€ 52,0 au 31 décembre 2024, tel qu'indiqué dans la note 6.14 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an, tel qu'indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Lorsque la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») est inférieure à sa valeur comptable, l'écart d'acquisition qui lui est rattaché est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.</p> <p>La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est elle-même calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour le management du groupe Hypérion. L'évaluation de la valeur recouvrable requiert donc des jugements importants de la direction, notamment pour l'établissement des prévisions ainsi que pour le choix des paramètres financiers retenus (taux d'actualisation et de croissance).</p> <p>Dans ce contexte, nous avons considéré l'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition comme un point clé de l'audit, en raison de la forte sensibilité des modèles de calcul aux prévisions et paramètres financiers retenus.</p>	<p>Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés du groupe, nos travaux ont consisté en un examen critique des modalités mises en œuvre par la direction pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition.</p> <p>Nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">– pris connaissance de la gouvernance, et notamment du dispositif de contrôle interne, encadrant le processus d'élaboration des tests de dépréciation ;– impliqué, dans l'équipe d'audit, des spécialistes en valorisation pour examiner les hypothèses utilisées pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus ainsi que les modèles de calculs des flux de trésorerie actualisés ;– effectué des rapprochements et des contrôles de cohérence entre les données utilisées dans les projections de flux et les données utilisées pour les besoins de pilotage du groupe ;– analysé les hypothèses sous-tendant la construction des plans à moyen terme utilisés pour estimer les flux futurs de l'UGT ;– évalué la fiabilité des modalités de calcul de la valeur recouvrable de l'UGT ;– examiné les tests de sensibilité des valeurs recouvrables de l'UGT aux principaux paramètres et hypothèses retenus pour les définir.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

Désignation des commissaires aux comptes.

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine par votre assemblée générale du 28 novembre 1997.

Au 31 décembre 2024, nos cabinets étaient dans la vingt-septième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités des la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés.

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.

— **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à

ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

— **Rapport au comité d'audit :** Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 7 mars 2025.
Les Commissaires aux comptes :

FORVIS Mazars SA :
Franck BOYER

Ernst & Young Audit :
Claire ROCHAS.

D. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Anjou et du Maine,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre caisse régionale, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la caisse régionale des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

— Avec la société Crédit Agricole S.A.**— Personne concernée :**

M. Hugues Brasseur, directeur général de votre caisse régionale est également administrateur de la société Crédit Agricole S.A. depuis le 24 mai 2022.

a) Convention de suspension du contrat de travail :**— Nature et objet :**

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 30 novembre 2016, a autorisé la signature d'une convention avec la société Crédit Agricole S.A. relative à la suspension du contrat de travail de M. Hugues Brasseur, à la rémunération et autres avantages accessoires et afférents et approuvé l'engagement souscrit relatif à la retraite supplémentaire. Cette convention a été signée le 1^{er} janvier 2017.

— Modalités :

Il n'y a pas d'impact financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

b) Avenant n° 3 au protocole d'accord entre la société Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales, relatif à la composition et au fonctionnement du conseil d'administration et des comités spécialisés de la société Crédit Agricole S.A.**— Nature et objet :**

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 26 février 2021, a autorisé la signature d'un avenant au protocole d'accord entre la société Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales, relatif à la composition et au fonctionnement du conseil d'administration et des comités spécialisés de la société Crédit Agricole S.A. Cette convention a été signée le 12 avril 2021.

Cet avenant met à jour l'article 11 du protocole initial datant de 2001 pour répondre aux exigences de la loi PACTE en matière de représentation des salariés actionnaires au sein des conseils d'administration de certaines sociétés anonymes.

— Modalités :

Il n'y a pas d'impact financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

c) Avenant n° 3 à la convention relative à la gestion et à l'encadrement du risque de liquidité entre la société Crédit Agricole S.A. et les caisses régionales**— Nature et objet :**

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 26 février 2021, a autorisé la signature d'un avenant à la convention relative à la gestion et à l'encadrement du risque de liquidité entre la société Crédit Agricole S.A. et les caisses régionales. Cette convention avait été signée initialement le 20 janvier 2011 puis modifiée par un avenant n° 1 du 3 mai 2018 et un avenant n° 2 du 20 décembre 2019. L'avenant n° 3 a été signée le 1^{er} avril 2021.

— Modalités :

Il n'y a pas d'impact financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

— Avec la S.A.S. John Deere Financial (JDF)**— Personne concernée :**

M. Hugues Brasseur, directeur général de votre caisse régionale, est également président de la S.A.S. John Deere Financial.

a) Convention de substitution de prêteur portant sur le financement de matériels agricoles Nature et objet

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 30 septembre 2022, a autorisé la signature d'une convention de substitution de prêteur portant sur le financement de matériels agricoles conclue avec la S.A.S. JDF. Cette convention a été signée le 12 avril 2023.

— Modalités :

Au titre de cette convention, votre caisse régionale a enregistré € 218 853 de commissions (charges) sur l'exercice 2024.

c) Convention pour le développement du crédit-bail et de la location**— Nature et objet :**

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 30 septembre 2022, a autorisé la signature d'une convention pour le développement du crédit-bail et de la location conclue avec la S.A.S. JDF. Cette convention a été signée le 12 avril 2023.

— Modalités :

Au titre de cette convention, votre caisse régionale a enregistré € 31 061 de commissions (produits) pour l'exercice 2024.

— **Avec le groupe Crédit Agricole :**

– *Personne concernée :*

M. Hugues Brasseur, directeur général de votre caisse régionale est également administrateur de la société Crédit Agricole S.A. depuis le 24 mai 2022.

a) Convention pour l'adhésion de la caisse régionale au régime de Groupe fiscal TVA, constitué au sein du groupe Crédit Agricole, dans le cadre de la Loi de finance 2021

– *Nature et objet*

Cette convention a été autorisée lors du conseil d'administration du 30 septembre 2022.

– *Modalités :*

Au titre de cette convention, votre caisse régionale a enregistré € 2 715 900 en termes de gain définitif pour l'exercice 2023 et un gain estimé de € 1 883 194 pour l'exercice 2024.

b) Convention de partenariat entre le groupe Crédit Agricole et le Groupe Worldline Nature et objet

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 26 juin 2023, a autorisé la signature par la société Crédit Agricole S.A. de la convention scellant un partenariat stratégique dans le domaine de la monétique commerçants entre la société Crédit Agricole S.A. et Worldline. Cette convention a été signée le 28 juillet 2023.

– *Modalités :*

Au titre de cette convention, votre caisse régionale a enregistré € 6 500 de charges d'abonnement pour l'exercice 2024.

c) Convention de Groupe TVA Crédit Agricole entre la société Crédit Agricole S.A. et les caisses régionales

– *Nature et objet :*

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 27 juillet 2023, a autorisé la signature de la convention Groupe TVA Crédit Agricole entre la société Crédit Agricole S.A. et les caisses régionales. Le groupe Crédit Agricole a opté pour un régime d'assujettissement unique à la TVA pour l'ensemble du groupe entré en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2023.

– *Modalités :*

Au titre de cette convention, votre caisse régionale a enregistré € 2 715 900 en termes de gain définitif pour l'exercice 2023 et un gain estimé de € 1 883 194 pour l'exercice 2024.

d) Avenant à la convention-cadre de définitions et d'interprétation entre les sociétés Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Home Loan SFH et votre caisse régionale

– *Nature et objet :*

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 22 septembre 2023, a autorisé la signature d'un avenant à la convention-cadre de définitions et d'interprétation entre les sociétés Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Home Loan SFH et votre caisse régionale, relatif à l'augmentation des programmes d'émission de Crédit Agricole Home Loan SFH. Cette convention a été signée le 7 novembre 2023.

– *Modalités :*

Au titre de cette convention, votre caisse régionale a enregistré € 1 025 218,28 de produits pour l'exercice 2024.

— **Avec la S.A.S. Rue La Boétie :**

– *Personnes concernées :*

M. Guy Guillaumé, président de votre caisse régionale et M. Hugues Brasseur, directeur général de votre caisse régionale, sont également administrateurs de la S.A.S. Rue La Boétie.

Convention de compte courant d'associés

– *Nature et objet :*

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 22 septembre 2023, a autorisé la signature d'une convention de compte courant d'associés entre votre caisse régionale et la S.A.S. Rue La Boétie pour permettre une prise de participation complémentaire de la S.A.S. Rue La Boétie dans la société Crédit Agricole S.A. Cette convention a été signée le 22 septembre 2023.

– *Modalités :*

Au titre de cette convention, votre caisse régionale a enregistré € 626 191,97 de produits pour l'exercice 2024.

— **Avec la société UNEXO Financement :**

– *Personne concernée :*

M. Christophe Vandenkoornhuyse, directeur général adjoint de votre caisse régionale et administrateur de la société UNEXO Financement.

Convention relative à l'octroi d'une garantie à première demande.

– *Nature et objet :*

Votre conseil d'administration, dans sa séance du 22 septembre 2023, a autorisé la signature d'une convention entre la société UNEXO Financement et votre caisse régionale, relative à l'octroi d'une garantie à première demande limitée à 20 % de l'actif financé par la société UNEXO Financement. Cette convention a été signée le 21 décembre 2023.

– *Modalités :*

Au titre de cette convention, votre caisse régionale a enregistré € 31 171 de produits pour l'exercice 2024.

Paris-La Défense, le 7 mars 2025.

Les Commissaires aux comptes :

FORVIS Mazars SA :

Franck BOYER

Ernst & Young Audit :

Claire ROCHAS.

E. — Résolution pour l'Assemblée générale mixte mardi 25 mars 2025.

L'Assemblée a adopté les résolutions ci-après :

I. De la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire.

1. Modifications statutaires.

La Caisse régionale a l'ambition de devenir un acteur reconnu dans l'accompagnement, le développement et l'exploitation de projets de production d'énergies renouvelables, au service de la transition énergétique de ses clients et de son territoire. Cette volonté s'inscrit pleinement dans le projet stratégique de la Caisse régionale et le projet Sociétal du Groupe.

L'Assemblée générale extraordinaire décide d'élargir l'article 4 des statuts de la Caisse Régionale, relatif à l'objet social, comme suit afin d'y ajouter les activités de prestations de conseil, d'accompagnement, de production et de commerce de toutes énergies ainsi que la réalisation ou l'achat d'études à des prestataires et la distribution de produits ou offres commerciales en lien avec ces activités.

Article 4– Objet social :

Article 4 - Rédaction actuelle	Article 4 - Nouvelle rédaction
<p>« La Caisse régionale développe toute activité de la compétence d'un établissement de crédit, notamment celle de banque et de prestataire de services d'investissement, et toute activité d'intermédiaire en assurance, de transactions sur immeubles et fonds de commerce, de gestion immobilière et de syndic de copropriété, dans le cadre (a) des dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables, (b) des conditions définies aux termes des agréments dont elle bénéficie, ainsi que (c) des dispositions spécifiques régissant le Crédit Agricole Mutuel et, plus généralement, toutes activités connexes, soit pour son propre compte, soit pour le compte de tiers ; et toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de le favoriser.</p> <p>A cet effet, elle réalise notamment toutes opérations de banque, de prestation de services financiers ou de services d'investissement, de prises de participation, d'acquisition telles que définies dans le Code monétaire et financier, notamment dans des activités immobilières, d'intermédiation en assurance et de courtage. »</p>	<p>« La Caisse régionale développe toute activité de la compétence d'un établissement de crédit, notamment celle de banque et de prestataire de services d'investissement, et toute activité d'intermédiaire en assurance, de transactions sur immeubles et fonds de commerce, de gestion immobilière et de syndic de copropriété, dans le cadre (a) des dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables, (b) des conditions définies aux termes des agréments dont elle bénéficie, ainsi que (c) des dispositions spécifiques régissant le Crédit Agricole Mutuel et, plus généralement, toutes activités connexes, soit pour son propre compte, soit pour le compte de tiers ; et toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles de le favoriser.</p> <p>A cet effet, elle réalise notamment toutes opérations de banque, de prestation de services financiers ou de services d'investissement, de prises de participation, d'acquisition telles que définies dans le Code monétaire et financier, notamment dans des activités immobilières, d'intermédiation en assurance et de courtage.</p> <p>En vue d'accompagner les transitions environnementales de ses clients et de favoriser le développement et la promotion des énergies renouvelables ainsi que leurs usages, la Caisse régionale a également pour objet d'accomplir des prestations de conseil, d'accompagnement, de production et de commerce de toutes énergies ainsi que la réalisation ou l'achat d'études à des prestataires et la distribution de produits ou offres commerciales. »</p>

2. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité afférentes à la résolution ci-dessus adoptée.

II. – De la compétence de l’assemblée générale ordinaire :

1. Approbation des comptes annuels et quitus aux administrateurs

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que la gestion de la Caisse régionale, telle qu'elle ressort de l'examen desdits comptes et desdits rapports.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs de l'accomplissement de leur mandat au titre dudit exercice 2024.

2. Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils ont été présentés.

3. Approbation des comptes globalisés caisse régionale et caisses locales

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir entendu l'avis des Commissaires aux Comptes relatifs aux comptes globalisés, approuve les comptes globalisés arrêtés au 31 décembre 2024, ainsi que les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

4. Approbation des dépenses visées a l'article 39-4 du code général des impôts

L'Assemblée générale ordinaire, statuant en application de l'article 223 quater du Code général des impôts, approuve le montant global s'élevant à 69 925 euros des charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce code, ainsi que le montant s'élevant à 18.062 euros de l'impôt sur les sociétés, acquitté sur ces dépenses.

5. Intérêts aux parts sociales

Conformément à l'article 32 des statuts, sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale ordinaire décide que l'intérêt aux parts sociales au titre de l'exercice 2024 sera fixé au taux de 4,80% correspondant à un montant unitaire égal à 0,73 euros par part sociale et à un montant global égal à 7.002.254,90 euros.

Cet intérêt sera mis en paiement à compter du 26 mars 2025.

Les intérêts aux parts, distribués au titre des trois derniers exercices s'élèvent à :

- 3.253.130,92 euros pour 2021,
- 4.011.708,54 euros pour 2022, et
- 5.543.451,80 euros pour 2023

6. Dividendes versés aux certificats coopératifs d'associés (C.C.A.)

Conformément à l'article 32 des statuts, sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale ordinaire décide d'allouer un dividende aux C.C.A. au titre de l'exercice 2024.

L'assemblée générale ordinaire fixe à 2,06 euros, pour un C.C.A. de 15,25 euros de nominal, le dividende à verser aux C.C.A.

La rémunération des C.C.A. s'élève à 8.824.988,50 euros.

La rémunération des C.C.A. distribuée au titre des trois derniers exercices et éligible en totalité s'élève à :

- 9.167.706,50 euros pour 2021,
- 8.824.988,50 euros pour 2022 et
- 8.824.988,50 euros pour 2023

7. Répartition et affectation des excédents de l'exercice

Conformément à l'article R 512-11 du Code monétaire et financier, l'Assemblée générale ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, décide de répartir, ainsi que suit, les excédents de l'exercice 2024 qui s'élèvent, après apurement du report à nouveau, à 94.966.113,84 euros :

Rémunération des parts sociales au taux de 4.80 %	7.002.254,90 euros.
Rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés	8.824.988,50 euros.
Affectation à la réserve légale	59.354.152,83 euros.
Affectation à la réserve facultative	19.784.717,61 euros.

Cette répartition a été approuvée par Crédit Agricole S.A., par lettre en date du 17 mars 2025.

8. Constatation du capital social.

Conformément à l'article 30 des statuts, l'Assemblée générale ordinaire approuve les remboursements de parts sociales intervenus au cours de l'exercice. Ceux-ci ayant été compensés par des souscriptions de nouvelles parts sociales, elle constate que le montant du capital social est inchangé. Il s'établit à 211.210.929,25 euros au 31 décembre 2024 et se compose de :

- 9.565.922 parts sociales de 15,25 euros chacune ;
- 4.283.975 certificats coopératifs d'associés de 15,25 euros chacun.

9. Rapport spécial sur les conventions réglementées visées à l'article L 225-38 du Code de commerce

En application de l'article L 511-39 du Code monétaire et financier, l'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions qui y sont mentionnées, lesquelles ont été autorisées préalablement par le Conseil d'administration.

10. Fixation de la somme globale à allouer au financement des indemnités compensatrices de temps passé des administrateurs

L'Assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance de la proposition faite par le Conseil d'administration et en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 530.000 euros la somme globale allouée au titre de l'exercice 2025 au financement des indemnités compensatrices des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour déterminer l'affectation de cette somme conformément aux recommandations de la Fédération Nationale du Crédit Agricole.

11. Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées au cours de l'exercice 2024 aux personnels identifiés

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse régionale, consultée en application de l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2024, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à 3.204.040,37 euros.

12. Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement de madame Françoise Bigot

En application de l'article 15, paragraphe 2, des statuts, l'Assemblée Générale constate la cessation des fonctions de Madame Françoise BIGOT à compter de ce jour, celle-ci ayant atteint la limite d'âge.

Il est proposé à l'Assemblée Générale de nommer Madame Annick DUMUR en remplacement de Madame Françoise BIGOT pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle de 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2026.

13. Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement de monsieur Guy Guilauré

Monsieur Guy GUILAUMÉ ayant fait part, le 21 janvier 2025, de son souhait de mettre fin à son mandat d'administrateur lors de l'Assemblée Générale de 2025, il est proposé à l'Assemblée générale de nommer Madame Clarisse LEGAY LEROY, en remplacement de Monsieur Guy GUILAUMÉ, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'Assemblée générale annuelle de 2027 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2026.

14. Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement de madame Agnès Trubert.

Madame Agnès TRUBERT ayant fait part, le 16 décembre 2024, de son souhait de mettre fin à son mandat d'administratrice lors de l'Assemblée Générale de 2025, il est proposé à l'Assemblée générale de nommer Monsieur Éric CHARGELEGUE, en remplacement de Madame Agnès TRUBERT, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'Assemblée générale annuelle de 2026 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

15. Renouvellement du mandat de madame Nathalie Bessonneau.

L'Assemblée générale constate que le mandat d'administratrice de Madame Nathalie BESSONNEAU arrive à expiration ce jour.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler ce mandat pour une durée de 3 ans qui prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle de 2028, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

16. Renouvellement du mandat de monsieur Michel Blanchard

L'Assemblée générale constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Michel BLANCHARD arrive à expiration ce jour.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler ce mandat pour une durée de 3 ans qui prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle de 2028, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

17. Renouvellement du mandat de madame Marie-Anne Clerc

L'Assemblée générale constate que le mandat d'administratrice de Madame Marie-Anne CLERC arrive à expiration ce jour.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler ce mandat pour une durée de 3 ans qui prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle de 2028, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

18. Renouvellement du mandat de Monsieur Jérôme Dolbeau

L'Assemblée générale constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Jérôme DOLBEAU arrive à expiration ce jour.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler ce mandat pour une durée de 3 ans qui prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle de 2028, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

19. Renouvellement du mandat de Monsieur Patrice Duveau

L'Assemblée générale constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Patrice DUVEAU arrive à expiration ce jour.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler ce mandat pour une durée de 3 ans qui prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle de 2028, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

20. Renouvellement du mandat de Madame Véronique Lorin

L'Assemblée générale constate que le mandat d'administratrice de Madame Véronique LORIN arrive à expiration ce jour.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler ce mandat pour une durée de 3 ans qui prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle de 2028, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

21. Renouvellement du mandat de Monsieur Damien Soulard

L'Assemblée générale constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Damien SOULARD arrive à expiration ce jour.

Il est proposé à l'Assemblée générale de renouveler ce mandat pour une durée de 3 ans qui prendra fin lors de l'Assemblée générale annuelle de 2028, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

22. Pouvoirs pour l'accomplissement des Formalités Légales

L'Assemblée générale ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

F. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion de l'exercice 2024 est tenu à la disposition du public au siège de la Caisse régionale et est consultable sur le site www.ca-anjou-maine.fr.